

adf

A F R I C A D E F E N S E F O R U M



De nouvelles stratégies renversent la situation contre le terrorisme

PLUS

Une conversation avec
le lieutenant-général Robert Kibochi du Kenya

L'IGAD ouvre un centre
pour lutter contre l'extrémisme

La reconquête du numérique

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

articles

8 Ce que disent les chiffres : le terrorisme en Afrique

Les groupes extrémistes menacent la sécurité sur tout le continent.

14 La reconquête du numérique

Les groupes radicaux ont prospéré en ligne. Ils ne peuvent pas être réduits au silence, mais ils peuvent être vaincus.

20 « Affûter notre pointe de flèche »

Le vice-chef des Forces de défense du Kenya souhaite achever la mission en Somalie et sécuriser le territoire.

28 La menace chez soi

Les combattants de l'EIL qui partent de l'Irak et de la Syrie ne constituent pas forcément une menace majeure pour l'Afrique.

34 L'extrémisme secoue le Nord du Mozambique

Le leadership et l'idéologie des insurgés demeurent un mystère alors que la violence persiste.

40 Un centre rallie l'Afrique de l'Est contre les extrémistes

Une installation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement utilisera la recherche et l'engagement pour lutter contre l'extrémisme violent.

44 Sont-ils des protecteurs ou des hors-la-loi ?

La CJTF du Nigeria illustre les avantages et les défis liés aux acteurs civils de la sécurité.

50 Un groupe réfute les croyances de l'EIL

Une organisation anti-extrémiste déclare que le « manuel » de l'EIL est basé sur des distorsions du Coran.



26

rubriques

- 4 Point de vue
- 5 Perspective africaine
- 6 L'Afrique aujourd'hui
- 26 Battement de cœur de l'Afrique
- 56 Culture et sports
- 58 Point de vue mondial
- 60 Défense et sécurité
- 62 Chemins de l'espoir
- 64 Croissance et progrès
- 66 Image du passé
- 67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site
adf-magazine.com



EN COUVERTURE :

Cette illustration montre les outils utilisés par les groupes extrémistes pour la violence, le recrutement et l'endoctrinement. Elle montre le défi lié à la lutte contre le terrorisme tout en soulignant les nouvelles stratégies nécessaires pour le vaincre. PERSONNEL D'ADF

Aucun pays n'est à l'abri de l'extrémisme violent, mais aucun pays n'a résolu l'énigme de sa cause. Historiquement, l'Afrique n'était pas un foyer de l'extrémisme religieux violent. Cela a changé en 1998 lorsqu'elle a subi deux attaques terroristes majeures avec les attentats à la bombe des ambassades américaines du Kenya et de la Tanzanie. Depuis lors, des groupes d'origine intérieure tels que Boko Haram au Nigeria et al-Shebab en Somalie se sont enracinés. Ces groupes prospèrent dans les zones où la gouvernance est faible et les opportunités économiques sont peu nombreuses. En même temps, des groupes internationalement affiliés tels que l'EIIL et al-Qaïda essayent de créer de nouveaux champs de bataille en Afrique, alors qu'ils perdent du terrain au Moyen-Orient.

Entre 2009 et 2015, les attaques des groupes radicaux ont augmenté de 200 % en Afrique et le nombre de morts a augmenté de 750 %, selon le Centre du terrorisme et de l'insurrection d'IHS Jane's. Même les pays qui avaient été jusqu'à présent épargnés par les activités terroristes, tels que le Mozambique, ont dû affronter des groupes radicaux nouvellement enhardis.

Le coût humain et économique exigé par ces groupes a été dévastateur. Les Nations unies estiment que, sur une période de cinq ans, l'insurrection de Boko Haram a causé à elle seule 2,4 millions de personnes déplacées. En 2017, la Somalie a enregistré la pire attaque terroriste de son histoire lorsqu'al-Shebab a détoné une voiture piégée, en tuant 587 personnes.

Mais il y a des nouvelles positives. Alors que la terreur reste à la une, les forces de sécurité africaines réalisent des gains. Les coalitions conduites par les pays africains, notamment la mission de l'Union africaine en Somalie, la Force multinationale mixte dans le bassin du lac Tchad et la Force du G5 Sahel, tiennent en échec les groupes terroristes sur le plan militaire. Les extrémistes n'ont pas pu obtenir de refuge sûr et ils sont rejetés par toutes les communautés pacifiques où ils cherchent à s'implanter.

Les leaders africains reconnaissent aussi qu'ils doivent vaincre l'idéologie qui soutient le terrorisme. À Djibouti, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, bloc économique régional, a inauguré un Centre d'excellence pour la prévention et la répression de l'extrémisme violent en 2018. Ce centre partagera les meilleures pratiques dans toute l'Afrique de l'Est, renforcera la résilience locale à l'extrémisme et conduira des recherches sur les causes de ce dernier pour en trouver des solutions.

Bien que le terrorisme ne puisse pas être facilement éradiqué, il ne fait aucun doute que le continent a appris ses leçons après deux décennies de lutte contre les insurrections. Les alliances conduites par les pays africains et conçues pour confronter les groupes terroristes sont aujourd'hui plus fortes que jamais. Ces alliances réussiront, grâce à la détermination des forces de sécurité et au courage et à l'honnêteté des civils. Avec ce front uni, l'Afrique montre aux groupes terroristes qu'elle fera tout ce qui est nécessaire pour remporter la victoire.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Le 14 octobre 2018, les habitants de Mogadishio marquent le premier anniversaire de l'attaque terroriste la plus meurtrière de Somalie, qui utilisa une voiture piégée pour tuer 587 personnes. REUTERS



Terrorisme

Volume 12, 1er trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE
FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

REUTERS



Moussa Faki Mahamat est l'ancien ministre des Affaires étrangères du Tchad et le président de la commission de l'Union africaine.

Il a prononcé une allocution lors du Sommet conjoint sur la paix, la sécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) le 30 juillet 2018 à Lomé (Togo).

Ses remarques ont été modifiées pour les adapter à ce format.

Les régions doivent adopter une approche holistique de la sécurité

Les défis sécuritaires auxquels les régions d'Afrique centrale et occidentale font face sont bien connus. Qu'il s'agisse du terrorisme, si prévalent dans le Sahel et le bassin du Lac Tchad, de rebellions armées et autres formes de violence qui sévissent dans certains pays de la région, de la piraterie dans le Golfe de Guinée, de la persistance de trafics en tous genres ou d'affrontements liés au phénomène de la transhumance, la situation est une source de profonde préoccupation.



Un certain nombre de facteurs créent un terrain fertile à la persistance de cette insécurité. Ils portent sur le changement climatique, dont le rétrécissement du

lac Tchad et l'ensablement du fleuve Niger sont des exemples ; l'absence d'opportunités pour la jeunesse ; le sentiment de marginalisation, voire d'exclusion pure et simple, qui habite des pans entiers de nos sociétés ; et les défis rencontrés en matière de gouvernance.

Je salue les initiatives prises par la CEDEAO et la CEEAC ces dernières années pour faire face à cette situation. La création de la Force multinationale mixte chargée de combattre le groupe terroriste Boko Haram et de la Force conjointe du G5 Sahel, ainsi que l'action conduite s'agissant de la lutte contre la piraterie maritime sont, entre autres exemples, l'expression d'une forte volonté politique.

Ces initiatives ont, toutes, permis de poser les jalons d'une approche africaine face aux menaces asymétriques. Le Sommet conjoint de ce jour traduit la reconnaissance par tous que les efforts déployés jusqu'ici, aussi importants soient-ils, ne sont pas suffisants. Il importe de faire davantage. Le statu quo est clairement intenable.

Il importe que nous adoptions une approche holistique qui prenne en charge non seulement les aspects sécuritaires, mais aussi les causes sous-jacentes des problèmes qui se posent.

Autant la lutte contre les groupes terroristes et criminels doit être implacable, autant le dialogue doit prévaloir pour répondre aux préoccupations légitimes de populations qui ont quelquefois le sentiment que leurs problèmes ne sont pas suffisamment pris en charge.

Nous nous devons de mobiliser tout le soutien nécessaire pour l'aboutissement de

l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine ; d'aider à la tenue, dans les conditions requises de transparence et d'inclusion, des élections prévues en décembre prochain en République démocratique du Congo ; et de déployer des efforts renouvelés pour hâter le règlement de la crise libyenne.

Il est tout aussi important d'œuvrer plus résolument en faveur d'un développement inclusif et de l'éradication de la pauvreté. À cet égard, des projets de nature à améliorer le quotidien des populations doivent être convenus et menés à bien.



Un soldat malien garde le quartier général de la Force conjointe du G5 Sahel à Sévaré (Mali).

AFP/GETTY IMAGES

Il est, enfin, essentiel que les actions envisagées s'inscrivent dans une dynamique d'ensemble de renforcement continu de la gouvernance.

Nous entendons, dans la période à venir, articuler nos efforts autour des axes ci-après :

- Aider à une meilleure synergie inter-régionale à travers la mise en place d'arrangements de coopération sécuritaires flexibles ou leur élargissement là où ils existent.
- Mobiliser un appui plus substantiel en faveur des initiatives régionales par le biais des structures compétentes de l'Union africaine, notamment le Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme, le Mécanisme africain de coopération policière et le Comité des services de renseignements et de sécurité d'Afrique.
- Promouvoir une meilleure articulation entre les efforts de la CEDEAO et de la CEEAC, d'une part, et ceux de l'Union africaine, d'autre part, dont les instruments doivent servir de cadre global à l'action de lutte contre le terrorisme.
- Mener une action de plaidoyer plus soutenue au niveau international pour mobiliser un appui plus important pour le financement des opérations de soutien à la paix conduites par les pays des deux régions.

L'IMPORTATION DES VACHES LAITIÈRES FAIT DÉMARRER L'INDUSTRIE LAITIÈRE À MOGADISCIO

REUTERS

Quatre frères somaliens ont importé des douzaines de vaches de la race Holstein friesian, première race productrice de lait au monde, en espérant développer à partir de zéro l'industrie laitière dans ce pays déchiré par la guerre.

Certaines régions du pays sont toujours ravagées par la violence, mais un certain degré de stabilité dans la capitale au cours des dernières années a commencé à attirer les investissements des résidents et des Somaliens vivant à l'étranger.

Certains pensent qu'il existe des opportunités dans le secteur du bétail, centré sur l'élevage des races traditionnelles de bétail par les pasteurs. Ces races ne produisent pas beaucoup de lait. Une sécheresse dévastatrice a récemment causé la mort de milliers de vaches et de chameaux.

Yusuf Abdirahman Dahir, âgé de 49 ans, qui dirige la laiterie Som Dairy et en est le propriétaire avec ses frères, déclare qu'ils ont investi jusqu'à présent 370.000 dollars pour importer le bétail et l'infrastructure nécessaires pour produire, traiter et distribuer le lait.

« Nous voulons redémarrer l'industrie laitière somalienne qui avait été détruite par la violence », déclare-t-il dans l'usine laitière, complexe entouré d'un haut mur de pierre où les employés prennent soin du bétail.

La laiterie, située à 2 kilomètres de la capitale, produit chaque jour 600 litres de lait avec 35 vaches. La propriété abrite 54 vaches laitières mais certaines ne sont pas sujettes à la traite à cause du vèlage.

Le premier groupe de vaches Holstein friesian, originaires des Pays-Bas et d'Allemagne, sont mortes à cause de la chaleur. En Somalie, la moyenne de température dépasse 30 degrés Celsius.

Som Dairy a importé ses premières vaches en 2016 et elle est devenue rentable, déclare M. Dahir.

Les éleveurs locaux sont impressionnés par la nouvelle race de vaches et plusieurs ont amené leurs troupeaux pour les croiser avec les bœufs importés, déclare-t-il. Les résidents de Mogadiscio commencent à apprécier le lait frais, après des années pendant lesquelles ils buvaient du lait en poudre importé et mélangé à l'eau.

Nuradin Haji Omar est un commerçant qui achète 20 litres de lait par jour auprès de Som Dairy, comparé aux 15 litres qu'il achetait en 2017 : « Nous remercions beaucoup la laiterie pour cette belle opportunité commerciale. »

Un festival rend hommage à L'HÉRITAGE BÉNINOIS DES CONTES

AGENCE FRANCE-PRESSE

Alors que la nuit tombe sur la place Sainte-Cécile et que les lampes à huile projettent une douce lumière jaune, un conteur d'histoires envoûte son auditoire avec le conte d'une méchante petite fille qui avait désobéi à ses parents et avait sifflé la nuit, invoquant ainsi des forces maléfiques.

Des bêtes féroces l'attaquent mais son voisin, un chasseur, intervient courageusement et la sauve de la mort.

La lycéenne Melissa Djimadja fait partie de ceux qui sont fascinés par cette histoire vieille de plusieurs siècles. « On m'avait toujours dit de ne jamais siffler la nuit, mais je n'avais jamais compris pourquoi, a-t-elle déclaré. Maintenant, je sais pourquoi. »

La riche histoire culturelle du Bénin inclut une série de contes populaires, dont beaucoup ont été transmis d'une génération à l'autre par des conteurs itinérants appelés « griots ».

Chaque année, un festival est organisé dans la capitale de Cotonou pour rendre hommage à cette fière tradition. Pendant deux nuits en août 2018, plus de 30 communautés ont présenté l'événement « Nuit des contes » organisé par l'association franco-béninoise Mémoires d'Afrique. C'est une tradition vieille de 20 ans.

Chris-Maël Tonoukouin, enseignant d'école privée à Cotonou, s'est rendu sur cette place pour revivre ses mémoires d'enfance. « Au bon vieux temps, nous étions assis sur le sol autour d'une lampe au kérosène, déclare-t-il. Nous écoutions nos grands-parents raconter ces histoires drôles sur les êtres humains et les animaux. »

La tradition orale se perd, déclare Raoul Atchaka, agent de Mémoires d'Afrique. « Nous devons agir pour que la sagesse africaine ne soit pas oubliée dans les tombes de nos anciens. »

L'objet de ce festival, dont les histoires sont racontées en français et dans une langue locale, le fon, est de faire en sorte que les jeunes les écoutent, « et ensuite, qu'ils les enseignent à leurs enfants », déclare-t-il.



AFP/GETTY IMAGES

Un conteur togolais captive son auditoire lors de la « Nuit des contes ».

LE FESTIVAL YORUBA REND HOMMAGE À LA DÉESSE DE LA FERTILITÉ ET DE L'EAU

AGENCE FRANCE-PRESSE

Chaque année, des milliers de Yorubas se réunissent pour célébrer Osun, la déesse de la fertilité et de l'eau. Le festival organisé par ce groupe ethnique d'Afrique de l'Ouest a lieu dans la forêt sacrée Osun-Osogbo au Sud-Ouest du Nigeria.

Selon l'UNESCO, qui désigne cette zone comme site du patrimoine mondial en 2005, la forêt dense des bosquets et du fleuve « est parsemée de sanctuaires et d'autels, de sculptures et d'œuvres d'art rendant hommage à Osun et à d'autres divinités ».

Les prêtresses préparent des offrandes et des sacrifices à la grande déesse : un mélange capiteux de poulets sacrifiés, de poudre ocre,

de chips et de gin. Des foules accompagnent Arugba, la jeune fille vierge dont le visage est couvert par un tissu écarlate brodé de coquilles, vers le fleuve où vit l'esprit de la déesse de l'eau.

La croyance dans les dieux yorubas persiste, hors d'atteinte des influences religieuses extérieures.

« Je suis chrétienne, musulmane et traditionaliste », déclare Ayodele Folasade, employée du musée d'Osogbo. « Je prie Allah cinq fois par jour, je prie le Seigneur Jésus-Christ, mais je vais aussi adorer Osun près du fleuve. »

« Les Yorubas disent que si nos prières ne sont pas exaucées par un dieu, on peut essayer les autres,

déclare-t-elle avec un sourire. Les pasteurs et les imams disent que ce n'est pas bon d'avoir beaucoup de dieux, mais presque tout le monde se tourne vers Osun lorsqu'ils ont besoin d'elle. »

Omitola Babaosha, visiteur du festival, déclare qu'il croit dans les dieux traditionnels, mais contrairement aux autres il ne le cache pas.

« Je suis très fier de mon héritage et je me moque de ce que les gens disent de moi », déclare M. Babaosha, qui porte une grande tunique blanche. « Vous pouvez croire en qui que ce soit, vous pouvez avoir une religion quelconque, mais en fin de compte vous avez besoin d'eau pour survivre. »



Une prêtresse d'Osun appelle les gens au bord du fleuve pendant le festival Osun-Osogbo au Nigeria.

AFP/GETTY IMAGES



Le terrorisme en Afrique

Les groupes extrémistes menacent la sécurité sur tout le continent

PERSONNEL D'ADF

Une mission de maintien de la paix des Nations unies affronte des extrémistes liés à al-Qaïda et autres au Mali. La mission de l'Union africaine en Somalie tient en échec les militants d'al-Shebab. Le Nigeria collabore avec le Bénin, le Cameroun, le Tchad et le Niger pour combattre Boko Haram dans le bassin du lac Tchad et ses environs.

Des acteurs importants et des groupes plus petits lancent des attaques. Nous examinons ci-dessous ce qu'est le terrorisme, qui l'utilise et ce qui peut pousser les gens à y participer.

Un gardien de la paix des Nations unies en patrouille hors d'une mosquée à Mopti (centre du Mali).

AFP/GETTY IMAGES

Les groupes terroristes en Afrique

Selon « Le terrorisme en Afrique : une analyse quantitative » d'Adriana Lins de Albuquerque, 218 organisations sont connues pour avoir commis des actes terroristes en Afrique. Toutefois, seulement quelques-uns de ces groupes ont provoqué la plupart des incidents majeurs.

Pendant la période analysée par l'article, de 1997 à 2015, 9 organisations ont été responsables pour les deux tiers de toutes les attaques terroristes en Afrique. Boko Haram et al-Shebab ont été responsables pour près de 50 % des attaques pendant la même période.

Définition du terrorisme

Bien qu'il n'existe pas de consensus international définissant exactement ce que constitue le terrorisme, l'Indice global du terrorisme le définit comme « la menace d'utilisation ou l'utilisation réelle de la force illégale et de la violence par un acteur non étatique pour atteindre un objectif politique, économique, religieux ou social par la peur, la contrainte ou l'intimidation ».

Les profils des groupes terroristes

Boko Haram

Ce mouvement insurrectionnel islamiste basé au Nigeria existe depuis 2002. Son nom signifie : L'éducation occidentale est un péché. En 2009, il lance des opérations violentes pour créer un état islamique au Nord du Nigeria, et déclare cinq ans plus tard un califat dans les zones qu'il contrôle. En 2015, Boko Haram fait allégeance à l'EIL. En août 2016, le groupe se divise en deux factions. Divers efforts de coopération entre les nations du Sahel ont permis de reconquérir la majeure partie du territoire, mais le coût humain est considérable. Jusqu'en août 2018, Boko Haram avait massacré plus de 30.000 personnes, soit par des actes terroristes soit par des affrontements avec les forces de sécurité, selon le Council on Foreign Relations.

Al-Shebab

En langue arabe, ce nom signifie Les Jeunes. Al-Shebab est un groupe extrémiste islamiste basé en Somalie qui a été créé en 2006 à partir de l'ancienne Union des tribunaux islamiques. On pense qu'il a jusqu'à 9.000 combattants et il impose une version stricte de la charia dans les zones qu'il contrôle. La mission de l'Union africaine en Somalie a fait des progrès pour reconquérir ce territoire et améliorer la sécurité à Mogadiscio, mais le groupe reste actif et létal. Jusque vers le milieu 2017, environ 18.000 morts pouvaient être attribués à al-Shebab, selon le Council on Foreign Relations. Depuis lors, le groupe a fait d'autres victimes.

Armée de résistance du Seigneur (LRA)

La LRA est créée en 1986 lorsque Joseph Kony lance une série de soulèvements. Elle kidnappe des milliers d'enfants qu'elle utilise comme combattants, porteurs et épouses. Joseph Kony prétendait qu'il luttait pour défendre les Dix Commandements de la Bible. Ses opérations ont pris fin dans l'Ouganda en 2006 mais la LRA a continué ses attaques dans la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et le Soudan du Sud. M. Kony n'a toujours pas été capturé mais l'influence du groupe a diminué considérablement au cours des dernières années.

Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)

AQMI est un groupe terroriste salafiste qui est actif dans les régions africaines du Sahel et du Sahara. Ses origines remontent à un mouvement islamiste de guérilla appelé Groupe islamique armé, qui s'opposait au gouvernement laïque de l'Algérie. AQMI provient d'une faction appelée Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Il a été particulièrement actif au Mali à la suite du coup d'état de 2012. Le groupe a collaboré avec les Touaregs dans les villes du Nord : Gao, Kidal et Tombouctou. AQMI a commencé à enregistrer des revers après une intervention militaire conduite par la France en 2013.

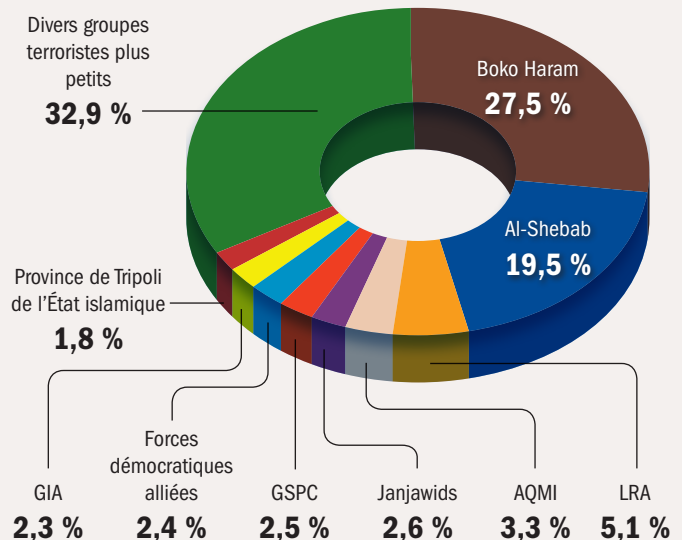
Janjawids

Cette milice arabe est active dans la région du Darfour au Soudan. Le nom des Janjawids se traduit par : « les diables à cheval ». Le gouvernement soudanais soutient et coordonne les milices Janjawids dans le cadre de sa campagne anti-insurrectionnelle au Darfour, selon Human Rights Watch.

Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC)

Ce groupe voulait établir un état islamique en Algérie et détruire des cibles occidentales, selon le Consortium pour la recherche et l'analyse du terrorisme. Le GSPC fusionne avec al-Qaïda en 2006 pour former AQMI.

Les attaques terroristes en Afrique, par organisation (1997 à 2015)



Source : Base de données globale du terrorisme

Forces démocratiques alliées

Les Forces démocratiques alliées ont été créées en 1995 dans une région montagneuse le long de la frontière entre la République démocratique du Congo (RDC) et l'Ouganda. On pense qu'elles comptent plusieurs centaines de membres, mais les Nations unies ont signalé en 2013 qu'elles avaient entre 1.200 et 1.500 combattants armés. Le groupe était particulièrement actif vers la fin des années quatre-vingt-dix, et après une période d'inactivité il a repris ses opérations vers 2005. Il s'est fait connaître pour recruter et utiliser des enfants soldats, et il a attaqué les gardiens de la paix des Nations unies dans la RDC.

Groupe islamique armé (GIA)

Le GIA était basé en Algérie et a été fondé par des combattants retournant d'Afghanistan au début des années quatre-vingt-dix, selon l'ONU. Le groupe est associé à al-Qaïda. Il s'est fait connaître pour cibler systématiquement les civils. Il a conduit des détournements, des attentats à la bombe et des embuscades contre les forces de sécurité algériennes. Il a aussi attaqué des cibles françaises. Il n'est plus actif mais des éléments du GIA ont rejoint AQMI et d'autres groupes.

Province de Tripoli de l'État islamique

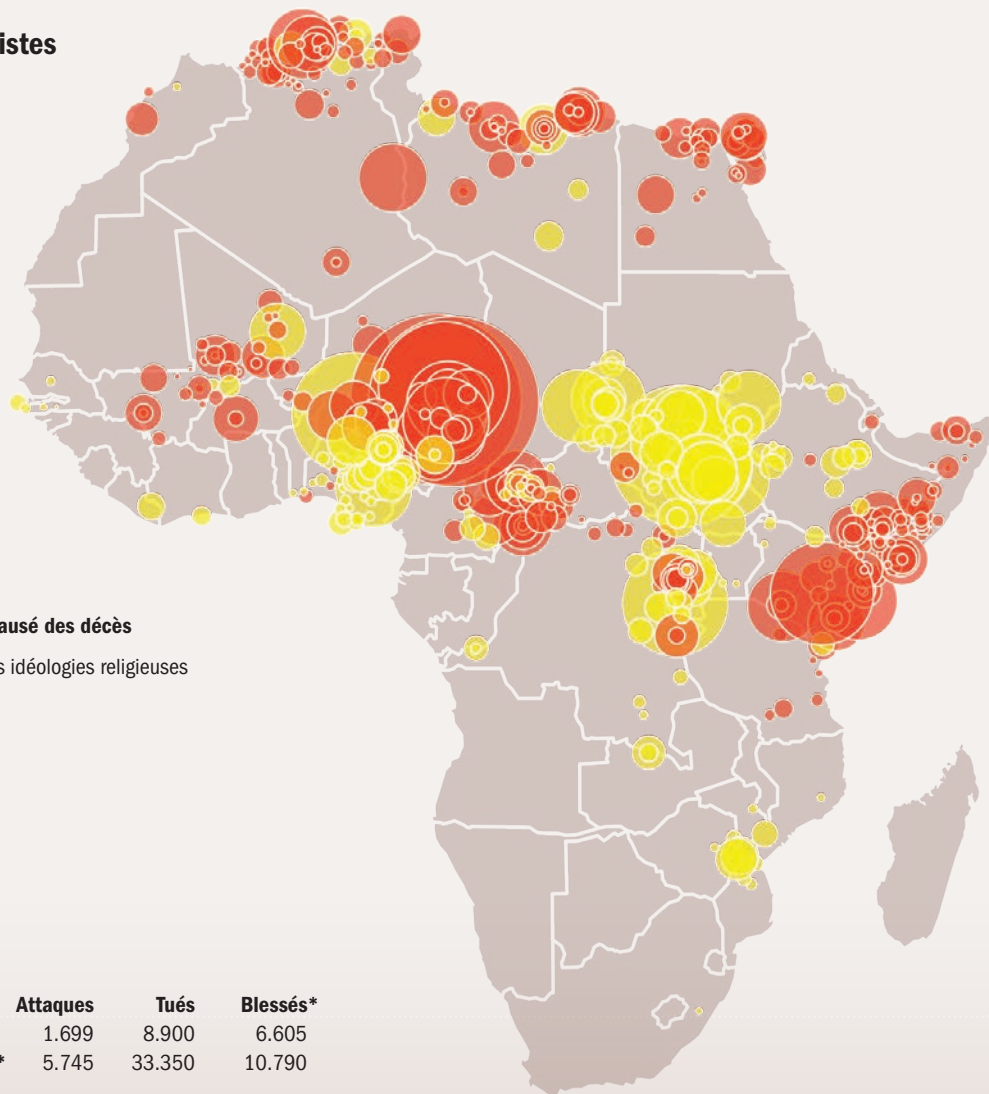
À partir de la fin 2014, trois groupes libyens ont prêté serment au leader de l'État islamique : la Province de Tripoli à l'Ouest, la Province de Cyrénaïque à l'Est et la Province du Fezzan au Sud, selon un rapport de 2016 du *Wall Street Journal*. La Province de Tripoli est la plus dominante. Elle est active dans la région la plus peuplée de Libye et contrôle la ville de Syrte sur la côte méditerranéenne.

Lieux d'attaque terroriste en Afrique

Décès dus aux attaques terroristes en Afrique (2000 à 2016)

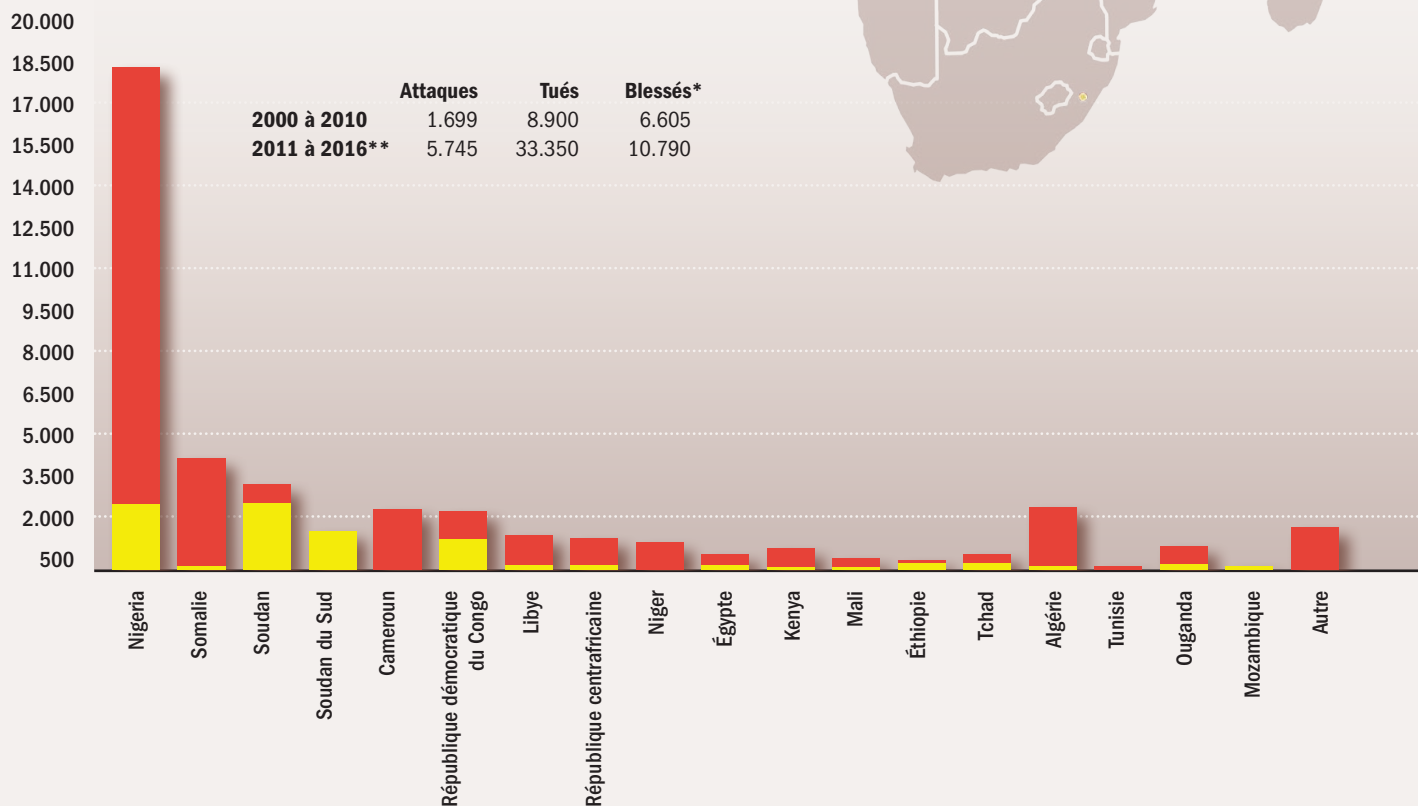
La taille des cercles indique le nombre de décès (entre 1 et 400) dus à une seule attaque pendant la période étudiée.

L'attaque la plus importante entre 2000 et 2016 est survenue au Nigeria. Elle a été commise par Boko Haram en janvier 2015.



Nombre de décès/lieux d'attaques ayant causé des décès

- ● Attaques par groupes associés à des idéologies religieuses
- ● Attaques par les autres groupes



*Le nombre de blessés entre 2015 et 2016 n'est pas inclus **Jusqu'en février 2016

Sources : Base de données globale du terrorisme, Université du Maryland (2000 à 2014) et Projet de données des lieux et des événements de conflit armé (2015 à 2016)

Le parcours de l'extrémisme en Afrique

Ceci représente le parcours qui pourrait être suivi par une personne très vulnérable au recrutement par un groupe extrémiste violent en Afrique, basé sur des données cruciales produites par le projet Parcours de l'extrémisme.

Lieu de naissance

A grandi très probablement dans une région hautement sous-développée et périphérique

Enfance malheureuse

avec sentiment d'un engagement limité des parents

Relativement peu d'exposition aux autres groupes ethniques et religieux



33 % ont quatre ans ou moins d'éducation laïque



51 % désignent la religion comme raison principale pour rejoindre un groupe extrémiste violent



57 % des répondants disent qu'ils n'ont jamais lu ou qu'ils n'ont pas compris les textes religieux



55 % sont très frustrés par les conditions économiques



Vif sentiment de récrimination envers le gouvernement

83 % conviennent que le gouvernement soutient seulement les intérêts d'un petit nombre



La confiance dans la police, les forces armées et les politiciens est particulièrement faible

78 % déclarent que leur niveau de confiance est « inexistant/faible »

Confiance limitée selon laquelle les systèmes démocratiques peuvent provoquer des changements positifs

Source : rapport du Programme de développement des Nations Unies « Le parcours de l'extrémisme en Afrique : facteurs, incitations et moment charnière du recrutement »

Un soldat nigérian se tient devant les ruines de l'école secondaire gouvernementale de jeunes filles de Chibok en mars 2016. Boko Haram a kidnappé 276 lycéennes de cette école en 2014.

AFP/GETTY IMAGES



1 mois – 12 mois

Vitesse du recrutement

Le temps entre le premier contact avec un groupe extrémiste violent et l'enrôlement est court



48 %

en moins d'un mois

80 %

en moins d'un an

Moment charnière

71 % déclarent qu'une action gouvernementale a déclenché leur décision de s'enrôler



6 mois – 4 ans

Si une recrue s'en va, il est probable qu'elle a perdu confiance dans le leadership de l'organisation, ou qu'elle n'est plus d'accord avec ses actions ou ses idées

La plupart regrettent d'avoir rejoint

Âge le plus probable : entre 17 et 26 ans

L'emploi est le besoin immédiat le plus fréquemment mentionné au moment de l'enrôlement

1 an

2

3

4

Panneau faisant campagne contre le terrorisme sur une route à Maiduguri, Nigeria.

REUTERS





LA RECONQUÊTE **du numérique**



LES GROUPES EXTRÉMISTES ONT PROSPÉRÉ EN LIGNE.

**ILS NE PEUVENT PAS ÊTRE
RÉDUITS AU SILENCE, MAIS
ILS PEUVENT ÊTRE VAINCUS.**

PERSONNEL D'ADF
PHOTOS PAR REUTERS

Pour ce qui est du recrutement radical, le véhicule a pu changer au cours des années mais les stratégies et le message restent les mêmes.

Depuis longtemps, les extrémistes islamistes travaillent dans l'ombre et utilisent tous les moyens possibles pour diffuser leur propagande. À partir des années soixante-dix, les prédicateurs radicaux ont pendant 20 ans utilisé des audiocassettes et des prospectus transmis d'une personne à l'autre pour influencer les gens.

Lorsque les vidéos sont apparues, les recruteurs ont souvent utilisé des vidéocassettes. Ibrahim al-Afghani, l'un des fondateurs d'al-Shebab, s'est fait connaître en distribuant des vidéos des insurgés luttant contre l'Union soviétique en Afghanistan. Dans les années quatre-vingt-dix, ces vidéos se sont propagées en Somalie comme un virus et ont été visionnées dans les foyers et les petits théâtres.

« Les bandes vidéo étaient primitives comparé aux montages élaborés, à haute définition, produits plus tard par les groupes islamistes radicaux », écrivent Dan Joseph et Harun Maruf dans leur livre : *Inside Al-Shabaab* [Au sein d'Al-Shebab]. « Mais elles présentaient très bien la guerre comme la résistance la plus héroïque que tout groupe musulman ait jamais entrepris contre une puissance moderne. »

M. Al-Afghani a utilisé ces vidéos pour bénéficier du soutien d'al-Qaïda et recruter des milliers de gens pour sa cause radicale.

Étant donné ces antécédents, il n'est pas surprenant que les extrémistes adoptent l'Internet et y prolifèrent. Une analyse de 2015 par la Brookings Institution a recensé plus de 45.000 comptes de réseaux sociaux contrôlés par les sympathisants de l'EIIL. Le groupe est affilié à une agence de presse et crée des vidéos de haute qualité et d'autres productions en anglais, arabe, russe, mandarin et hébreux, ainsi qu'en langue des signes.

« L'accès des islamistes au cyberspace était inévitable », écrit Haroon Ullah dans le livre : *Digital World War* [Guerre mondiale du numérique]. « D'un certain côté, ce n'était rien de nouveau : les islamistes avaient utilisé adroitement depuis longtemps les dernières technologies pour s'adresser au public lorsque de nouvelles interfaces de réseaux sociaux ont fait surface. »

Bien que le recrutement par le numérique s'inscrive dans le cadre d'une ancienne stratégie, l'Internet a changé la donne. Il permet aux extrémistes de faire appel à des gens qu'ils n'auraient pas pu auparavant rencontrer face à face, notamment les femmes et les enfants. Il accélère aussi le processus de radicalisation en permettant aux gens de communiquer dans les forums de discussion avec une communauté d'idéologues au lieu de simplement lire ou visionner tout seuls des présentations.

Puisque l'Internet sert de caisse de résonance où les recrues potentielles peuvent être encadrées par des

Mais c'est plus facile à dire qu'à faire.

Dans un rapport de 2018, la plateforme de réseaux sociaux Twitter signale qu'elle a bloqué 1,2 million de comptes terroristes présumés sur une période de deux ans, dont 275.000 comptes seulement au deuxième semestre 2017. La société déclare qu'elle s'appuie sur les rapports des personnes, des organisations et des gouvernements, ainsi que sur la technologie qui peut identifier un compte extrémiste et le bloquer avant qu'il n'émette son premier tweet.

Elle déclare qu'elle a fait de Twitter un « lieu défavorable » pour les gens propageant une idéologie extrémiste et elle s'est réjouie de voir que certains groupes s'éloignaient de son site.

Mais ce succès est éphémère. L'expérience montre que plusieurs comptes sont créés pour remplacer un compte qui est éliminé. Aswarti Media, utilisateur de Twitter associé à l'EIIL, s'est vanté du nombre de fois que Twitter avait clôturé son compte : plus de 600 fois. En outre, lorsque les sites tels que Twitter deviennent moins conviviaux, les extrémistes passent simplement à d'autres plateformes. Ils utilisent des services chiffrés tels que WhatsApp ou Telegram, et des services de partage de fichier grâce auxquels ils peuvent échanger de simples fichiers PDF tels que ceux de *Rumiyah*, le magazine de l'EIIL.

« Il se trouve que la haine se propage plus rapidement que la justice de la Silicon Valley », écrit le *New York Times* dans un article sur les efforts pour réduire au silence les extrémistes en ligne.

De même, un grand nombre de personnes prônant des messages extrémistes sont passées maîtres dans l'art de respecter les règles des réseaux sociaux. Muhammad Al-Arifi, l'un des prédicateurs islamistes les plus populaires du monde, a 21 millions d'abonnés sur Twitter. Il a inspiré beaucoup de jeunes hommes à rejoindre l'EIIL et il produit des programmes qu'il appelle « Fatwas Snap » sur Snapchat. Toutefois, puisqu'il fait attention de ne pas faire explicitement appel à la violence, il n'enfreint pas les conditions d'utilisation de ces plateformes.

« Ils ne peuvent pas par exemple l'empêcher de dénoncer la tyrannie de Bachar el-Assad alors qu'il parle favorablement des lois religieuses et des gouvernements islamiques », écrit M. Ullah dans un éditorial publié par *The Guardian*. « Mais si vous juxtaposez ces deux idées et ajoutez un contexte dangereux, vous obtenez quelque chose de mauvais. »

COMBATTRE LE FEU PAR LE FEU

Les groupes qui luttent contre le recrutement radical en ligne, tels que le groupe Jigsaw associé à Google, pensent que la meilleure stratégie consiste à battre les terroristes à leur propre jeu. En association avec un groupe appelé Moonshot CVE, Jigsaw a lancé ce qu'il appelle la méthode de la redirection.

Cette stratégie est basée sur un principe simple : la plupart de ceux qui deviennent radicalisés en ligne commencent par chercher des réponses à des questions importantes, puis sont plus tard séduits par la voie de

personnes qui partagent les mêmes points de vue, il est devenu un espace concurrentiel pour conquérir les cœurs et les esprits. Dans le livre *LikeWar: The Weaponization of Social Media* [Guerre du « j'aime » : la militarisation des réseaux sociaux], les auteurs Peter Warren Singer et Emerson Brooking soutiennent qu'il existe désormais une lutte pour le « j'aime », c'est-à-dire pour l'influence.

« Si la guerre cybernétique concerne le piratage des réseaux, la guerre du “j'aime” concerne le piratage des abonnés des réseaux en propageant les idées », a déclaré M. Singer lors d'un événement organisé par le Centre pour les études stratégiques et internationales. « Vous avez des armées en ligne qui utilisent les mêmes tactiques pour atteindre leurs objectifs dans le monde réel. »

S'il s'agit vraiment d'un nouveau type de guerre, les forces de sécurité doivent se poser la question suivante : « Comment allons-nous gagner ? »

IL EST DIFFICILE DE LES RÉDUIRE AU SILENCE

Il existe une simple stratégie pour empêcher les extrémistes de diffuser leur propagande sur les réseaux sociaux : fermer leurs comptes et les empêcher de revenir.



LES ÉTAPES DU RECRUTEMENT en ligne de l'Eiil

LA DÉCOUVERTE : les recruteurs de l'Eiil surveillent attentivement les communautés en ligne auxquelles ils pensent que des personnes favorablement disposées peuvent appartenir. Ils se mettent à la disposition des gens pour répondre aux questions et fournir des informations à ceux qui semblent être curieux.

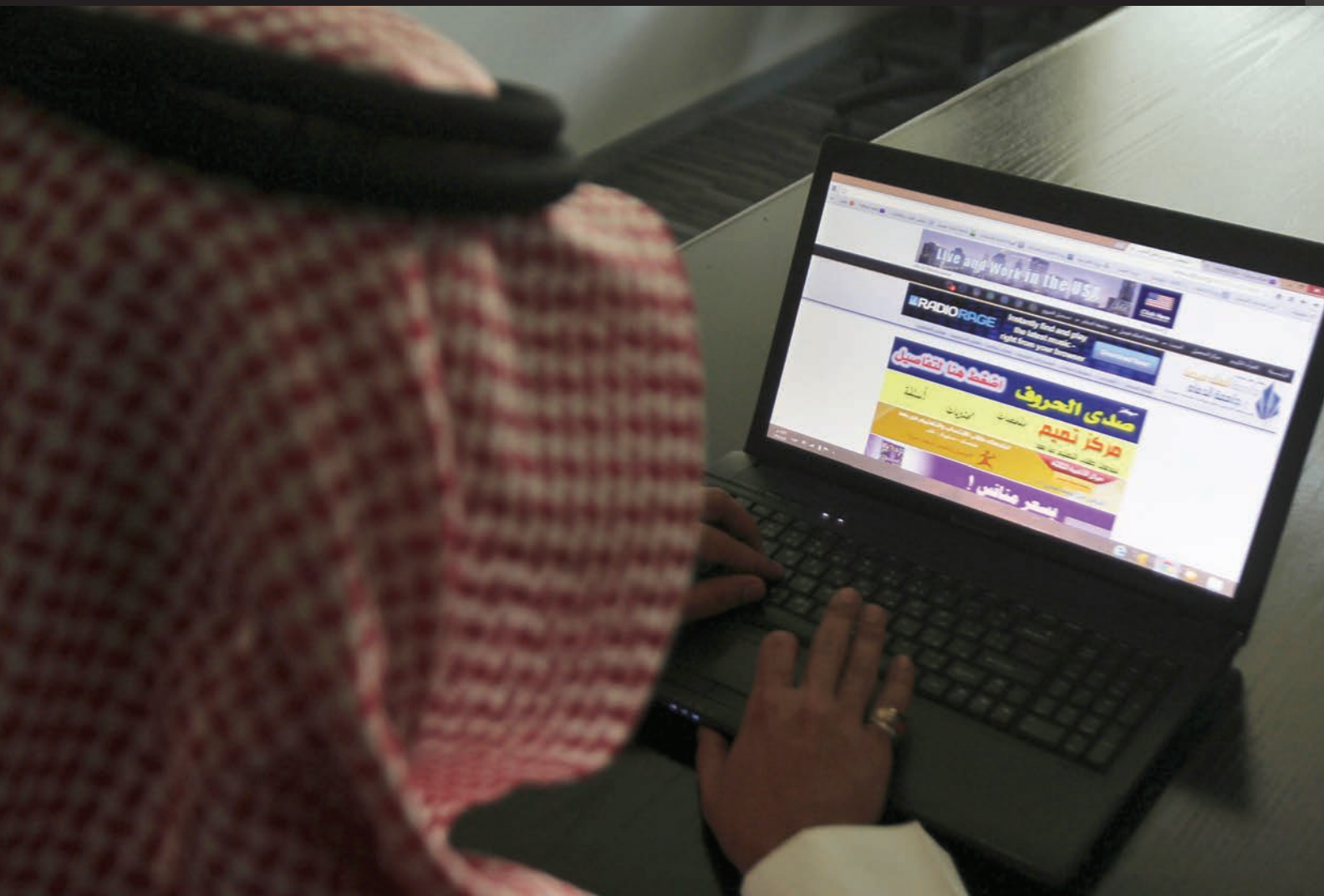
LA CRÉATION D'UNE MICROCOMMUNAUTÉ : lorsqu'une recrue potentielle est identifiée, les sympathisants de l'Eiil la prennent en charge pour renforcer ses nouvelles croyances. « Les recruteurs sont disponibles pour transmettre à haut débit afin d'interfacer avec leurs cibles, en publiant souvent 50 ou 60 tweets par jour. Certains utilisateurs prolifiques en enregistrent plus de 250, selon le jour », écrit M. Berger dans un article pour le Centre de lutte contre le terrorisme à West Point.

L'ISOLEMENT : les recrues potentielles sont exhortées à couper les liens avec leur famille, leurs amis et leur communauté religieuse locale. Cet isolement permet à l'Eiil de réduire au silence les voix dissidentes.

LE PASSAGE AUX COMMUNICATIONS PRIVÉES : les sympathisants de l'Eiil encouragent les cibles à amener les conversations en ligne sur des plateformes de messagerie privées ou chiffrées.

L'ENCOURAGEMENT À L'INTERVENTION : les recruteurs de l'Eiil déterminent le type d'intervention que la cible souhaite entreprendre. Il pourrait s'agir d'un voyage pour rejoindre l'Eiil ou d'une attaque terroriste dans le pays de la cible. Lorsque cela a été déterminé, les recruteurs encouragent la recrue à agir.

Source : J.M. Berger, « Interventions en ligne personnalisées : la stratégie de recrutement de l'État islamique »



l'extrémisme. S'ils peuvent obtenir des réponses différentes au début de leur périple, ils pourront être sauvés.

« Selon mes entretiens avec d'anciens sympathisants ou des ex-recrues de l'EIIL, ou avec d'anciens extrémistes, il s'agit surtout de gens qui se posaient des questions quasi-légitimes, mais qui ont pris la mauvaise route », déclare Yasmin Green, directrice de la recherche et de la technologie chez Jigsaw. « Davantage d'informations ou des informations meilleures, obtenues plus tôt sur ce parcours, auraient pu les orienter vers une direction différente. »

Le programme utilise le pouvoir de la publicité en ligne pour déceler les gens qui recherchent des informations sur les groupes extrémistes. Ensuite, le programme montre à ces personnes une publicité pour une vidéo de YouTube qui présente un prédicateur ou un déserteur d'une organisation extrémiste.

Le timing est essentiel dans cet effort. Les recherches montrent que, lorsque les jeunes gens entrent en contact

avec un groupe extrémiste et deviennent entourés d'extrémistes en ligne appartenant à une « microcommunauté » qui partage le même point de vue, il est plus difficile de les atteindre. Une fois que les recrues se préparent à voyager vers une zone de guerre ou à lancer une attaque, il est probablement trop tard pour les en dissuader.

« On ne peut pas répondre oui ou non à la radicalisation, déclare Mme Green. C'est un processus dans lequel les gens se posent des questions concernant l'idéologie, la religion, le cadre de vie, et ils accèdent à l'Internet pour trouver des réponses. Cela présente une opportunité pour les contacter. ... Le but consiste à leur donner la chance d'entendre quelqu'un qui a suivi cette route et qui en est revenu. »

LA VÉRITÉ DIVULGUÉE

Les vidéos de propagande de l'EIIL ont quelques thèmes cohérents. Elles montrent que la zone contrôlée par le

LES CINQ récits courants de recrutement ET COMMENT ILS PEUVENT ÊTRE DISCRÉDITÉS

BONNE GOUVERNANCE : les groupes extrémistes essaient de montrer à leurs cibles que les communautés sous leur contrôle sont pacifiques, bien gouvernées et religieusement pures.

réfutation : le récit est contré en montrant la réalité des zones contrôlées par les terroristes. Les vidéos montrant les châtimements cruels, la violence, la pauvreté et le désespoir présents dans ces régions peuvent offrir un moyen efficace de dissuader les gens de rejoindre les extrémistes.

PUISSANCE MILITAIRE : les groupes extrémistes se vantent souvent de leurs victoires sur les champs de bataille et de leur matériel militaire. L'EIIL montre par exemple des défilés de chars d'assaut dans les rues d'une ville.

réfutation : cet argument est contré par les cartes montrant la petite région contrôlée par un groupe et le manque de nourriture et d'équipement de ses combattants.

LÉGITIMITÉ RELIGIEUSE : les groupes extrémistes se targuent de leur interprétation étroite et déformée de l'Islam, représentant soi-disant la seule version authentique de cette foi.

réfutation : les imams et autres chefs religieux peuvent contredire ces interprétations en montrant qu'elles ne sont pas ancrées dans le Coran ou dans la tradition islamique.

APPEL AU DJIHAD : ces vidéos prétendent que les Musulmans pieux ont le devoir d'immigrer au « califat » et de lancer des attaques terroristes dans le cadre d'un djihad violent. Elles montrent des combattants du groupe extrémiste dont la vie est pleine d'aventure, de camaraderie et de gloire.

réfutation : les entretiens avec les déserteurs et les anciens combattants montrent que la réalité est toute autre. Leurs histoires révèlent les luttes internes, la peur et les conditions de vie inhumaines.

LA CONDITION DE VICTIME DES MUSULMANS DANS LE MONDE : ces vidéos soulignent le mauvais traitement de la communauté mondiale des Musulmans, appelée umma. Elles exhortent les spectateurs à intervenir pour mettre fin à l'asservissement des coreligionnaires musulmans aux mains des infidèles.

réfutation : la grande majorité des victimes des attaques commises par les extrémistes islamistes sont des Musulmans. En montrant cela, la fiction selon laquelle un groupe terroriste peut défendre les Musulmans innocents du monde est réfutée.



Un client regarde un DVD intitulé *Westgate Attack* [Attaque de Westgate] dans un marché de plein air à Nairobi (Kenya).

groupe est prospère et bien gouvernée, elles démontrent sa puissance militaire, elles encouragent l'endoctrinement religieux et elles soulignent la détresse des Musulmans dans le monde.

Les responsables qui se sont entretenus avec des jeunes gens arrêtés alors qu'ils essayaient de voyager pour rejoindre un groupe extrémiste déclarent que les recrues qui se sont plongées dans ces vidéos ont une vision pervertie et idéalisée de l'univers auquel elles veulent accéder.

Mme Green raconte l'entretien qu'elle avait eu avec une jeune fille de 13 ans qui prévoyait de voyager jusqu'en Syrie, mais qui avait été débarquée d'un avion à Londres. La jeune fille avait décrit aux autorités une image de ce qu'elle pensait rejoindre, y compris les centres commerciaux, le mariage avec un djihadiste et la vie heureuse jusqu'à la fin des temps. « Je pensais que j'allais vivre dans un Disney World islamique », a-t-elle déclaré aux autorités.

« L'EIIL comprend ce qui motive les gens et prépare avec soin ses messages en fonction de chaque audience », déclare Mme Green.

Les groupes anti-extrémistes cherchent à réfuter cette fiction avec des vidéos qui montrent à quoi ressemble vraiment la vie dans le territoire occupé par les extrémistes. Ils montrent les gens qui font la queue pour obtenir du pain dans le territoire contrôlé par l'EIIL, les combattants islamiques qui punissent brutalement les civils et les dommages collatéraux sanglants des attaques terroristes contre les innocents.

Bien qu'un grand nombre de ces efforts soient entrepris par des sociétés privées, les efforts des forces armées et des gouvernements peuvent être particulièrement

utiles puisqu'ils sont en première ligne dans la lutte contre les extrémistes. Ils sont bien placés pour filmer la réalité et interroger les transfuges.

DES LEÇONS APPRISSES

Bien que les groupes extrémistes tirent parti de la disponibilité de l'Internet, ils sont aussi exposés à la surveillance ou à l'interruption de leurs activités.

Le recrutement en ligne passe en général par plusieurs phases : la découverte, au cours de laquelle une recrue entreprend les premiers contacts ; la création d'une microcommunauté, au sein de laquelle la recrue est encadrée par des gens qui partagent les mêmes idées ; l'isolement, pendant lequel elle est encouragée à couper les contacts avec les amis et la famille ; finalement, l'intervention.

Les responsables de la lutte contre le terrorisme peuvent obtenir de précieuses informations à chaque étape. Ils peuvent recueillir les noms d'utilisateur et autres données des recruteurs habituels, suivre les répétitions des thèmes et des tactiques utilisés pour influencer les gens, et dans certains cas intervenir avant qu'une recrue ne devienne la proie d'un groupe extrémiste.

« L'un des points positifs des réseaux sociaux est le fait qu'ils poussent les interactions humaines vers une structure relativement limitée, ce qui nous permet de diagnostiquer le processus de ces interactions et de le reconnaître lorsqu'il se répète », écrit J.M. Berger, ancien expert sur l'extrémisme à la Brookings Institution, qui a étudié les activités en ligne de l'EIIL. « Nous pouvons contrer l'EIIL sur les réseaux sociaux de façon plus judicieuse et plus efficace en éliminant les allégories et en nous concentrant sur le mécanisme. » □

« Affûter notre POINTE DE FLECHE »

Le vice-chef des Forces de défense du Kenya souhaite achever la mission en Somalie et sécuriser le territoire

PERSONNEL D'ADF
PHOTOS DES FORCES DE DÉFENSE DU KENYA

Le lieutenant-général Robert Kibochi a été nommé vice-chef des Forces de défense du Kenya en 2018. Au cours de sa carrière militaire de 39 ans, il avait été précédemment le commandant de l'Armée de terre du Kenya et le chef adjoint des Forces de défense chargé des opérations, de la planification, de la doctrine et de la formation. Entre 2000 et 2001, il a commandé le contingent kényan de la Mission des Nations unies en Sierra Leone. Il détient des diplômes de maîtrise en études internationales et en systèmes informatiques, et il poursuit actuellement des études de doctorat. Il parle à ADF dans son bureau de Nairobi. Cette interview a été modifiée pour l'adapter à ce format.

ADF : Cela fait maintenant près de quatre décennies que vous faites partie des Forces de défense du Kenya (KDF). Qu'est-ce qui vous a poussé à faire carrière dans les forces armées ?

Lieutenant-général Kibochi : Mon intérêt dans une carrière militaire remonte à mes années de lycée. Il se trouvait que j'étudiais dans une école située dans une zone occupée par l'armée, juste à côté de Nakuru. Au début, cela a vraiment suscité mon intérêt pour devenir comme les soldats que je voyais.

L'institution militaire kényane était, et continue à être, très respectée. J'ai eu beaucoup de chance pour être recruté en 1979. Pendant ma formation, lorsque j'ai mieux compris le mandat des forces armées, j'ai commencé à réaliser que l'armée n'était pas seulement une carrière, mais une opportunité de contribuer à la sécurité de mon pays. À mon avis, ce fut une très bonne décision. C'est vraiment la plus grande vocation que l'on puisse avoir dans un pays.

ADF : En juillet 2018, après avoir été nommé vice-chef des Forces de défense, vous avez rendu visite aux soldats kényans participant à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Qu'avez-vous appris de cette visite et comment évaluez-vous la situation sécuritaire en Somalie ?
Lieutenant-général Kibochi : L'objet de cette visite particulière en juillet consistait à assurer un soutien continu



alors que j'assumais de nouvelles responsabilités, et de vraiment relever le moral des soldats. Il s'agissait aussi d'informer le haut commandement de la situation sur le terrain. Les soldats sont très soucieux d'engager un dialogue avec le haut commandement sur un certain nombre de questions qui sont très importantes.

En ce qui concerne l'évaluation de la situation sécuritaire en Somalie : nous pensons que le pays est en voie de stabilisation, à la suite d'une série de succès des troupes de l'AMISOM, qui progressent dans la majorité des zones. Nous poursuivons notre mandat pour assurer un retour à la normale dans la région. Nous souhaitons surtout, en tant que gardiens de la sécurité du peuple de la République du Kenya, assurer la protection de la souveraineté de la république.

ADF : Comment définissez-vous le succès de la mission en Somalie ? Selon vous, quand sera-t-il temps pour le Kenya de quitter le pays ?

Lieutenant-général Kibochi : Le succès de la mission en Somalie peut être défini comme le rétablissement de la paix et de la stabilité sous l'égide d'un gouvernement somalien. Je pense que l'un des points clés qui ont été discutés lors de la conférence au sommet stratégique sur le Concept des opérations (CONOPS) organisée par l'Union africaine est l'importance de fournir un soutien au Plan de transition somalien. Ce CONOPS est conçu pour être aligné à ce plan de transition spécifique, qui s'étend jusqu'en 2021, ce qui fournit une échéance pour que l'AMISOM quitte la Somalie. Notre pays a décidé de faire partie de l'initiative multinationale appelée AMISOM, sous la tutelle de l'Union africaine, et nous continuerons à faire partie de cet effort jusqu'à ce que la transition, alignée avec les besoins du gouvernement somalien, soit effectuée. Pour promouvoir la sécurité et la stabilité de la Somalie, les forces de sécurité doivent être organisées, entraînées et équipées pour pouvoir finalement exercer les rôles et les responsabilités que les troupes des KDF et



de l'AMISOM assument en Somalie. Nous sommes un pays voisin et souhaitons vivement qu'une solution durable soit trouvée à la question de la stabilité de notre voisin de l'Est.

ADF : Entre l'opération Linda Nchi en 2011 et la mission en cours de l'AMISOM, à quel point les engagements en Somalie ont-ils changé les KDF ? Ce fut l'une des premières missions des KDF hors du pays depuis son indépendance. Quelles sont les leçons importantes qui ont été retenues ?

Lieutenant-général Kibochi : Bien qu'elle ait été le premier engagement à grande échelle pour les KDF, celles-ci avaient toujours été une force de premier plan capable d'exécuter ses missions. L'opération Linda Nchi a renforcé cette capacité. Au cours du temps, nous avons retenu un certain nombre de leçons. Cela fait maintenant près de six ans que nous sommes en Somalie. Cet engagement nous a aidés à identifier des lacunes dans notre doctrine et notre équipement.

« Le succès de la mission en Somalie peut être défini comme le rétablissement de la paix et de la stabilité sous l'égide d'un gouvernement somalien. »



Le lieutenant-général Kibochi rencontre des soldats à Afmadow (Somalie).





Le lieutenant-général Kibochi rend visite à des soldats à Bilis Qooqaani, Somalie.



Le lieutenant-général Kibochi rend visite à des soldats kényans à Kuday, Somalie.

Ces questions ont été vraiment utiles, au moment où nous continuons à moderniser la force pour répondre aux menaces asymétriques. Les KDF ont aussi mis l'accent sur les questions concernant le bien-être des soldats et de leur famille, et notamment le soutien et les hommages accordés à nos anciens combattants, que nous considérons vraiment comme des héros. Nous avons souligné la bonne prise en charge de ceux qui avaient été laissés en arrière, et cela a conduit tout à fait délibérément à la création de centres d'assistance sociale dans tous nos camps, qui emploient des professionnels chargés de répondre aux préoccupations des soldats et de leur famille. De façon importante, il faut aussi noter que le 14 octobre, date de lancement de l'opération Linda Nchi, est reconnu comme le jour de fête des KDF. Cette fête est célébrée annuellement pour rendre hommage à l'héritage des soldats.

Donc un certain nombre de leçons ont bel et bien été retenues : l'importance accordée à la doctrine, à

l'entraînement et, bien entendu, à un matériel de combat approprié à la menace.

ADF : La frontière entre le Kenya et la Somalie est une source d'instabilité. Quelles sont les stratégies utilisées pour sécuriser cette frontière ? Il a été signalé que le Kenya est en train de construire une barrière frontalière.

Lieutenant-général Kibochi : Le problème de la sécurité des frontières nécessite une approche multidimensionnelle. Notre frontière avec la Somalie s'étend sur près de 700 kilomètres du Nord au Sud. Elle traverse tous les types de terrain, et parfois des terrains très hostiles. L'un des objectifs du déploiement des KDF en Somalie est donc d'assurer que les menaces provenant de l'autre côté de la frontière soient réduites. Je suis heureux d'annoncer que cela est bien le cas. Nous avons, certes, encore du travail à faire, mais les choses se passent bien. Nous avons aussi appris la leçon suivante : il faut créer un mécanisme de sécurité frontalière selon une approche multi-institutionnelle, qui examine non seulement la sécurité mais aussi l'établissement de points de passage, afin d'assurer que ceux qui veulent franchir la frontière dans un sens ou dans l'autre le fassent de façon ordonnée. C'est là que la question d'une barrière intervient, pour assurer que les points de passage soient clairement identifiables et aussi pour établir des routes de patrouille pour les troupes et autres agences de sécurité. L'autre question concerne les initiatives visant à soutenir les communautés locales, en offrant des activités socio-économiques qui répondent aux besoins des personnes. En particulier celles qui concernent le développement des ressources d'eau pour les personnes et les animaux, la construction



Le lieutenant-général Kibochi s'adresse aux soldats à Abdi Birole, Somalie.

que la force soit structurée de façon à répondre aux changements dans l'environnement de la menace. Beaucoup d'efforts ont été entrepris pour adapter notre force aux nouvelles menaces que nous affrontons.

ADF : Pensez-vous que les KDF ont un rôle à jouer dans la déradicalisation des jeunes et la prévention du recrutement par les terroristes ?

Lieutenant-général Kibochi : Il n'est pas possible de prétendre lutter contre les terroristes sur le terrain sans parler de la radicalisation, qui est la source du terrorisme. Donc, dans le cadre de la stratégie de lutte contre le terrorisme du Kenya, qui est une approche multi-agences, les KDF ont un rôle à jouer. Assumons-nous la direction de cet effort ? Non, car d'autres agences

dans cet effort multi-agences vont assumer sa direction. Soutenons-nous ces efforts ? Absolument, soit en recueillant des renseignements, soit en fournissant tout soutien requis au sein de cette configuration multi-agences. Il est important de souligner que cet effort multi-agences a enregistré beaucoup de succès, car nous traitons ces questions collectivement, et non pas séparément comme nous le faisons avant.

ADF : Dans votre nouveau poste de vice-chef des Forces de défense, quels sont vos objectifs principaux ? Comment envisagez-vous de réformer les KDF et de les préparer à affronter les défis de sécurité du 21^{ème} siècle ?

Lieutenant-général Kibochi : Je suis vice-chef ; par conséquent, mon objectif principal consiste à soutenir le chef des Forces de défense pour réaliser la mission des KDF en pratiquant nos valeurs fondamentales. Pour les KDF sur le terrain, du fait de la nature changeante de la menace, nous devons continuer à former efficacement nos troupes. Je travaillerai énergiquement sur ce point. La question se pose aussi d'améliorer nos systèmes de combat pour nous assurer d'être toujours prêts pour les missions de défense du pays. Je pense jouer un rôle tout à fait crucial pour soutenir mon chef afin de continuer à améliorer notre capacité de vaincre la menace, car cela est crucialement important. Nous devons continuer à avoir une formation correcte, intérieurement et avec nos partenaires, comme les forces armées des États-Unis. Nous continuerons à bâtir des partenariats dans les domaines qui sont cruciaux pour affûter notre pointe de flèche. Notre pointe de flèche, c'est les troupes qui se battent en Somalie et au-delà des frontières du Kenya. □

des réseaux routiers et la liberté de mouvement dans ces zones. Il s'agit donc d'une approche multidimensionnelle dans laquelle chaque dimension est engagée dans la sécurité des frontières. Je pense que nous avons fait beaucoup. J'ai visité récemment la région et j'ai été très satisfait de constater que cela avait aidé à améliorer la sécurité des villes frontalières.

ADF : Depuis l'attaque du centre commercial Westgate jusqu'à celle de l'université de Garissa, peu de pays ont été affectés autant que le Kenya par l'impact du terrorisme sur leur propre sol. Comment ces attaques ont-elles changé la mission des KDF ? Comment la formation militaire a-t-elle changé pour combattre les tactiques asymétriques utilisées par ces attaquants ?

Lieutenant-général Kibochi : Tel que nous le connaissons, le terrorisme s'est révélé être un phénomène qui ne se limite pas à une région géographique donnée. Malheureusement, le Kenya est aussi une cible de ces attaques. Le monde entier fait face à ce type de guerre. Comme toutes les autres forces armées, les KDF se sont adaptées et ont acquis des capacités modernes pour lutter efficacement contre ces menaces. Le Kenya est engagé dans un certain nombre de missions multi-agences visant à déceler, contrer et perturber les buts de ces groupes terroristes. En ce qui concerne notre aptitude à apprendre, nous avons bien appris. La mission des KDF a-t-elle changé ? Non, la mission n'a pas changé. Elle consiste toujours à défendre la république et son intégrité territoriale. Mais les tactiques ont changé. Et cela a aussi conduit à un changement vers un entraînement de combat pour les tactiques asymétriques, nécessitant donc



Addisalem Hadgu embrasse ses deux filles Asmera et Danayt en les retrouvant pour la première fois en 18 ans à l'aéroport international d'Asmara en Érythrée. REUTERS



UN ACCORD DE PAIX

ouvre les cieux en Afrique de l'Est

REUTERS

La suspension des hostilités entre l'Érythrée et l'Éthiopie est plus qu'un événement politique capital pour l'Afrique de l'Est. Pour beaucoup de personnes des deux côtés de la frontière longtemps contestée, c'est un moment d'allégresse, de réunion et d'apaisement.

Eritrean Airlines a commencé des vols réguliers vers Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie, le 4 août 2018, étape précoce dans l'amélioration des relations entre les deux pays après une longue période d'hostilités.

Les médias éthiopiens confirment qu'un avion amenant les ministres des Transports et du Tourisme d'Érythrée et d'autres officiels a atterri à l'aéroport international de Bole à Addis-Abeba. Il s'agissait de la première fois en deux décennies qu'un tel vol avait lieu.

« Dès son arrivée à Bole, le ministre d'État éthiopien pour les Affaires étrangères Hirut Zemene et d'autres hauts responsables éthiopiens ont accueilli la délégation », selon un rapport de Fana Broadcasting Corp.

En juillet 2018, un avion d'Ethiopian Airways effectue le premier vol commercial depuis 20 ans entre l'Éthiopie et Asmara, la capitale de l'Érythrée.

Le dégel des relations est une bénédiction pour les familles séparées par la frontière. Addisalem Hadgu, âgé de 58 ans, embrassa joyeusement ses deux filles Asmera et Danayt après les

avoir retrouvées pour la première fois en 18 ans lorsque le vol d'Ethiopian Airlines atterrit à l'aéroport international d'Asmara.

« Ce furent des années d'obscurité. La séparation et le désir étaient impensables. Imaginez quelqu'un qui vient de gagner à la loterie. C'est ce que je ressens maintenant », déclare M. Addisalem à l'*Independent* du Royaume-Uni. « Ce n'était pas nécessaire. J'ai perdu ma famille à cause de ça. Nous avons tous combattu d'une façon ou d'une autre. »

Le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a offert en juin 2018 de faire la paix avec l'Érythrée deux décennies après le début d'un conflit qui a fait 80.000 victimes, selon les estimations.

Lorsque les deux pays sont entrés en guerre en 1998, ils ont tous les deux déportés les ressortissants de l'autre pays. Les familles comme celle de M. Addisalem ont été séparées. En 2000, sa femme et ses deux filles ont disparu, selon un rapport de l'*Independent*. Une lettre écrite par sa femme indique qu'elle avait pu être victime d'un sursaut de nationalisme, ce qui était fréquent parmi les habitants des deux côtés du conflit.

Depuis la signature d'un accord à Asmara le 9 juillet 2018 pour rétablir les relations, les leaders érythréens et éthiopiens se sont empressés de mettre fin aux hostilités. M. Abiy et le président érythréen Isaias Afwerki ont déjà échangé des visites dans leur pays respectif.

— LA —

MENACE

CHEZ SOI

لَا إِلَهَ إِلَّا اللَّهُ

الله
رسول
محمد

LES COMBATTANTS DE L'EILIL QUI PARTENT DE L'IRAK ET DE LA SYRIE NE CONSTITUENT PAS FORCÉMENT UNE MENACE MAJEURE POUR L'AFRIQUE

DANIEL HAMPTON

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

À la fin 2018, l'EILIL avait perdu 97 % du territoire qu'il contrôlait jadis en Syrie et en Irak. De façon plus importante, il avait perdu presque tous les moyens de production de revenus qui provenaient de son contrôle du territoire. Le nombre de combattants entrant en Syrie était tombé pratiquement à zéro.

Depuis que l'EILIL est une force, les gens se demandent ce qui va se passer en Afrique lorsque les combattants de l'EILIL retourneront dans leur pays d'origine. Il existe trois scénarios principaux :

- Les combattants étrangers en Syrie retourneront dans leur pays africain d'origine, avec une augmentation correspondante de la menace d'attaques terroristes dans ces pays.
- Les affiliés de l'EILIL en Afrique seront renforcés à mesure que l'EILIL déplace son centre de gravité de la Syrie vers la Libye.
- L'effondrement de l'EILIL en Syrie affaiblira les affiliés de l'EILIL en Afrique.

Il existe certainement un nombre important d'Africains qui sont allés combattre sous l'égide de l'EILIL en Irak et en Syrie. Près de 1.000 combattants étrangers sont retournés en Tunisie et au Maroc.

Des études conduites à l'université de Leyde aux Pays-Bas ont estimé que ceux qui

se sont rendus en Syrie sont moins susceptibles de se considérer comme des terroristes locaux que les sympathisants de l'EILIL qui sont restés chez eux. En outre, selon l'examen des attaques terroristes qui ont été déjouées, le nombre de conspirations engageant des sympathisants EILIL restés sur place était plus du double de celles engageant des combattants étrangers revenus chez eux après être allés en Syrie.

En Tunisie, l'EILIL et al-Qaïda recrutent une nouvelle génération de jeunes pour conduire des attaques terroristes chez eux, y compris celle de juillet 2018 près de la frontière algérienne qui a provoqué la mort de 6 gardes nationaux.

« C'est principalement un phénomène d'origine intérieure », a déclaré au *Washington Post* Matt Herbert, partenaire chez Maharbal, une firme d'experts-conseils sur la sécurité basée à Tunis. « La majorité des Tunisiens qui ont survécu à la Libye et la Syrie ne sont pas revenus. »

Tournure inattendue : le taux de décès des combattants de l'EILIL est supérieur aux prévisions.

« Nous ne constatons pas beaucoup de gens qui quittent le califat, parce que la plupart de ces gens sont morts maintenant », déclare le lieutenant-général Kenneth F. McKenzie Jr. du Corps des fusiliers marins américains au *New York Times*. « Certains d'entre eux se retrouvent enterrés. »

« Je dis depuis longtemps qu'il n'y aura pas de "vague" de gens qui reviennent, plutôt des retours peu nombreux mais réguliers, et c'est bien ce que nous constatons », déclare Peter Neumann du centre international pour l'étude de la radicalisation au King's College de Londres, selon un article du *Times*.

Cela ne veut pas dire que les combattants étrangers qui reviennent de la Syrie ne représentent pas de menace pour leur pays, mais lorsqu'on examine les conséquences pour l'Afrique de l'effondrement du soi-disant califat, on constate d'autres impacts probables qui peuvent représenter une plus grande menace.

L'EILIL possède 7 affiliés identifiés en Afrique : Ansar Beit al Maqdis dans la région du Sinaï, l'État islamique en Libye, Ansar al-Charia (Tunisie), l'EILIL dans la province d'Algérie, l'État islamique dans le Grand



La police sécurise la zone près du site d'une explosion à Tunis, Tunisie.

REUTERS

Sahara, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (groupe dissident de Boko Haram) et l'État islamique en Somalie (groupe dissident d'al-Shebab).

Il existe deux scénarios principaux qui pourraient concerner ces affiliés après l'effondrement du califat de l'EIIL.

Un résultat possible serait le déplacement du centre de l'EIIL vers le continent africain, le renforcement des organismes existants par les combattants étrangers et l'accroissement de la menace de l'EIIL.

Alternativement, sans leadership central puissant ni base géographique ou territoriale, et avec la perte de sources de financement sur lesquelles le « califat » syrien s'appuyait précédemment, les provinces africaines de l'EIIL se fractionneraient et la présence de l'EIIL diminuerait ou disparaîtrait. Le deuxième scénario est à la fois le plus probable et le plus dangereux.

L'EIIL DEVIENDRA-T-IL PLUS FORT EN AFRIQUE ?

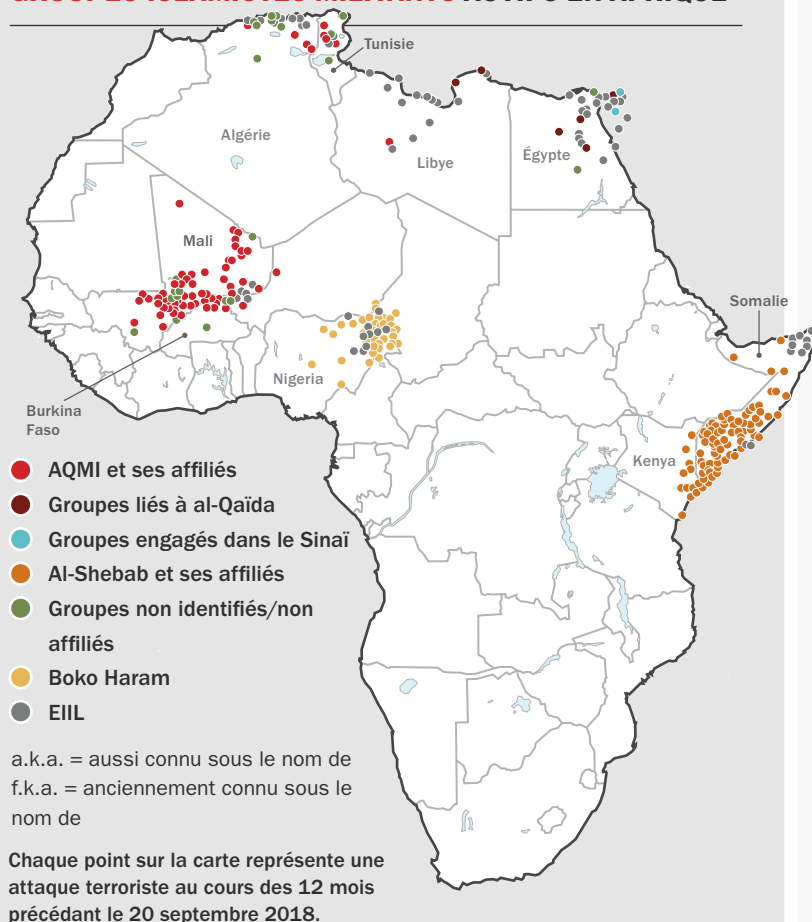
Bien que l'EIIL puisse se renforcer en Afrique, plusieurs facteurs s'y opposent.

Selon des entretiens avec des terroristes capturés, les autorités savent qu'il existe beaucoup de raisons pour lesquelles les gens rejoignent des organisations extrémistes violentes (VEO). Il s'agit en général d'une combinaison de facteurs d'incitation et d'attraction.

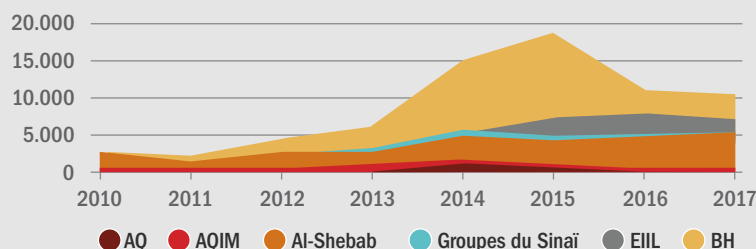
Les facteurs incitatifs sont les circonstances qui poussent les gens vers l'extrémisme violent : chômage, pauvreté, manque d'accès aux services de base, marginalisation et abus des droits humains par les forces de l'ordre du gouvernement.

De l'autre côté se trouvent les facteurs d'attraction : besoin d'un sentiment d'appartenance, d'un sentiment d'identité et d'estime de soi, d'une raison de vivre, d'une idéologie. L'idéologie est simplement un facteur

GROUPES ISLAMISTES MILITANTS ACTIFS EN AFRIQUE



MORTS EN AFRIQUE PAR AN



DE NOMBREUX COMBATTANTS ÉTRANGERS DE L'EIL SONT RENTRÉS CHEZ EUX

Nombre de combattants étrangers de l'EIL qui sont revenus de la Syrie ou de l'Irak (2016 - 2017)*

	Nombre total de combattants étrangers	Combattants qui sont rentrés chez eux
Russie	400	3.417
Arabie saoudite	760	3.244
Jordanie	250	3.000
Tunisie	800	2.926
France	271	1.910
Maroc	198	1.623
Turquie	900	1.500
Allemagne	300	915
Royaume-Uni	425	850
Belgique	102	478
Suède	126	300
États-Unis	7	129

* Nombre approximatif provenant des pays sélectionnés entre mars 2016 et août 2017

TUNISIE

- Brigade Okbia ibn Nafaa
- Shabab al Tawhid (a.k.a. Ansar al-Charia (Tunisie) (AST))
- Soldats du califat (a.k.a. Jund al-Khilafah) (engagés en Algérie et en Tunisie)

LIBYE

- Ansar al-Charia Libye (ASL)
- Al-Mourabitoune (engagé principalement en Égypte)
- Wilayat Barqa (a.k.a. Province de Cyrénaïque ; f.k.a. Majlis Shura Shabab al-Islam)
- Wilayat Fezzan (a.k.a. Province du Fezzan)
- Wilayat Tarabulus (a.k.a. Province de Tripoli)

ÉGYPTÉ

- Ansar al-Islam
- Jund al-Islam
- Ansar Beit al-Maqdis (ABM) (a.k.a. Wilayat Sinaï)
- État islamique en Égypte

SOMALIE

- Al-Shebab
- État islamique en Somalie (ISS)

KENYA

- Al-Hijra (f.k.a. Centre des jeunes musulmans)
- Al-Muhajiroun (a.k.a. Émigrants d'Afrique de l'Est)
- Jahba Afrique de l'Est

NIGERIA

- Boko Haram
- État islamique d'Afrique de l'Ouest (a.k.a. Wilayat Gharb Afriqiyah)

MALI/BURKINA FASO

- Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslim (JNIM) (f.k.a. affiliés régionaux d'AQMI ci-dessous) :
 - Branche Émirats du Sahara d'AQMI
 - Al-Mourabitoune
 - Ansar Dine
 - Front de libération du Macina (FLM)
- Ansarul Islam
- Mouvement pour l'unité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)
- État islamique dans le Grand Sahara

ALGÉRIE

- Al-Qaïda au Maghreb islamique



La police cherche les effets personnels des civils au site d'une explosion à Tunis, Tunisie.

REUTERS

parmi beaucoup d'autres. Souvent, ce n'est pas la principale raison pour laquelle les gens décident de combattre pour ces organismes. En outre, des études indiquent que l'influence idéologique dominante de l'islamisme militant en Afrique n'est pas l'enseignement de l'EIIL, mais celui de la secte wahhabite, qui est une branche sunnite strictement orthodoxe.

Il existe un grand nombre de faits qui suggèrent que, dans l'ensemble, l'EIIL n'est pas bien enraciné dans les communautés où agissent les groupes islamistes violents les plus actifs d'Afrique. Les groupes islamistes violents les plus meurtriers d'Afrique sont Boko Haram et al-Shebab ; ils ont précédé l'EIIL et sont nés dans leurs communautés locales. Ils comprennent les doléances et ne comptent pas sur l'EIIL pour les ressources ou le soutien opérationnel.

L'évidence montre que les combattants étrangers quittent la Syrie pour l'Afrique, mais la plupart essaieront probablement de rejoindre un autre groupe armé et de poursuivre le combat plutôt que de rentrer dans leur pays d'origine. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'ils rejoindront nécessairement un autre groupe affilié à l'EIIL.

Avec la perte de Syrte en Libye et le manque de ressources provenant de l'EIIL, beaucoup de ces ex-combattants de l'EIIL pourraient se rendre au Mali, au bassin du lac Tchad ou en Somalie. Il existe une probabilité élevée que l'effondrement du

« califat » puisse conduire à la croissance d'autres VEO en Afrique et au renforcement de celles qui sont déjà les plus actives et les plus violentes. Donc, bien que l'EIIL puisse dépérir, la menace des autres groupes extrémistes ne le fera pas.

Les analystes ont des doutes sur le nombre de militants africains qui sont allés combattre en Syrie et en Libye. Les estimations varient entre 5.300 et 8.500 combattants. Ce chiffre est l'équivalent de 6 à 10 bataillons de l'ONU, soit plus de soldats que le total des forces armées de certains pays. Ils représentent une menace incontestable.

Que les affiliés de l'EIIL se renforcent en Afrique, ou qu'ils s'affaiblissent et que d'autres groupes en profitent pour croître à leurs dépens, les questions à poser sont donc les suivantes : Que pouvons-nous faire pour améliorer la sécurité dans la région ? Comment réagir à l'impact et aux implications sur la sécurité africaine résultant de l'effondrement du califat de l'EIIL ? 4 suggestions viennent à l'esprit :

- Améliorer la coopération multinationale sur le suivi des mouvements des terroristes, la sécurité des frontières, le partage des renseignements et les systèmes d'alerte précoce.
- Continuer à améliorer la coordination internationale et la poursuite d'objectifs stratégiques communs pour répondre aux menaces en Libye, au Mali, dans le bassin du lac Tchad et en Somalie.



IL EXISTE UN GRAND NOMBRE DE FAITS QUI SUGGÈRENT QUE, DANS L'ENSEMBLE, L'EIL N'EST PAS BIEN ENRACINÉ DANS LES COMMUNAUTÉS OÙ AGISSENT LES GROUPES ISLAMISTES VIOLENTS LES PLUS ACTIFS D'AFRIQUE.

- Améliorer les efforts de réinsertion pour les combattants qui reviennent ou qui ont été capturés. Si les conditions qui ont conduit à l'extrémisme violent ne s'améliorent pas, il est improbable que la déradicalisation produise des résultats. Des études en cours montrent un taux de récidivisme de 60 % pour les combattants étrangers qui retournent dans leur pays. Ce pourcentage est encore plus haut pour ceux qui étaient incarcérés.
- Prioriser et affecter des ressources pour créer un meilleur équilibre dans le réseau sécurité/gouvernance/développement. L'utilisation de la force seule n'est pas une solution. Ces trois composantes du réseau doivent croître simultanément et être intégrées au sein d'un plan stratégique. Ce plan doit faire partie d'une stratégie nationale et, idéalement, d'une stratégie multinationale plus vaste.

L'amélioration de la sécurité est essentiellement une question de ressources. Les ressources (argent, personnel, temps, énergie et effort) sont les meilleurs indicateurs des priorités. Toutefois, si ces ressources sont utilisées uniquement pour accroître les capacités et les aptitudes des forces de sécurité sans affronter les causes sous-jacentes du conflit, l'échec est assuré. □

Un groupe de femmes et d'enfants dont un membre de la famille avait rejoint l'EIL en Libye est accueilli par leurs amis et leur famille au Soudan.

REUTERS



Daniel Hampton, colonel de l'Armée de terre des États-Unis (à la retraite), est le chef de cabinet au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, université de la défense nationale. Sa carrière militaire a inclus des affectations en Eswatini, au Lesotho, au Malawi, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. Il est l'auteur de « La création d'une capacité de maintien de la paix durable en Afrique », briefing de sécurité du Centre africain pour les études stratégiques.



L'EXTRÉMISME

*secoue le Nord du
Mozambique*

Le leadership et l'idéologie des insurgés demeurent un mystère alors que la violence persiste

PERSONNEL D'ADF

Le groupe est connu sous plusieurs noms, y compris celui qui évoque l'horreur et le danger du groupe d'insurgés d'origine somalienne. Le nombre de ses adhérents est incertain. Il ne semble pas que son leadership soit lié à une seule personne. Même son idéologie centrale reste vague.

Mais le groupe attaque les cibles civiles et gouvernementales avec létalité et férocité ; il embusque les forces de sécurité et massacre les hommes, les femmes et les enfants avant de brûler complètement les maisons.

En septembre 2018, ces extrémistes ont tué 12 villageois et blessé 14 de plus dans le village de Paqueue au Nord du Mozambique, selon la déclaration faite à l'Agence France-Presse par un habitant local. « Dix des tués ont été abattus par des armes à feu et deux ont été brûlés (à mort) après la mise à feu de 55 maisons, a-t-il déclaré. Une personne a été décapitée après avoir été tuée par balle. »

Certains rapports indiquent que le groupe commença sa militarisation dès 2015, dans la province de Cabo Delgado du Mozambique, déclare James Wholley du Centre Afrique de l'Atlantic Council. À l'époque, les jeunes Mozambicains étaient envoyés dans d'autres pays pour étudier l'Islam et participaient à des camps d'entraînement armés avant de revenir. Des Tanzaniens ont aussi pu y participer. Le groupe commença à consolider sa base et à attaquer la structure régionale du pouvoir.

La première attaque majeure s'est produite le 5 octobre 2017 lorsque 30 à 40 membres du groupe islamiste militant ont attaqué des postes de police, des résidents et des responsables du gouvernement à Mocímboa da Praia, ville de la province de Cabo Delgado.

« C'est évidemment un événement ou un point d'inflexion lorsque l'insurrection annonce une sorte de métastase, quelque chose qui pourrait être défini comme une insurrection et non pas un simple mouvement », déclare M. Wholley à ADF.

L'analyse montre que le Nord du Mozambique possède un grand nombre d'ingrédients qui permettent la propagation des troubles sociaux et de la violence. FocusEconomics l'a classé comme étant le deuxième pays le plus pauvre du monde. La population mwani du pays, concentrée le long de la côte Nord, est constituée de musulmans qui se sentent marginalisés par le

gouvernement. La région est connue pour ses entreprises criminelles de trafic de pierres précieuses, de bois de charpente, de stupéfiants, d'ivoire et d'êtres humains. Une nouvelle industrie extractive en plein essor a attiré de grandes sociétés dans la région, ce qui a fait augmenter la tension parmi les habitants. Pourtant, il manque une raison particulière et claire pour cette violence.



Des villageois décrivent une attaque à main armée à Chitolo, Mozambique, en juillet 2018. REUTERS

En fait et pour le moment, le mouvement et ses adhérents se distinguent principalement par le mystère qui les entoure. Ils ne revendiquent pas ces attaques et ne diffusent pas publiquement d'idéologie cohérente. Ils sont ainsi différents des insurrections comme celles de Boko Haram au Nigeria ou d'al-Shebab en Somalie.

« Alors que le militantisme islamiste continue à se propager en Afrique, il dépasse les pays sensibles », écrivent le Dr Benjamin P. Nickels et M. Paulo Araujo du Centre africain pour les études stratégiques (ACSS) pour le Wilson Center en octobre 2018. « L'extrémisme violent atteint désormais les communautés musulmanes périphériques qui constituent

Des extrémistes ont brûlé
des huttes à Chitolo,
dans la province de Cabo
Delgado au Mozambique,
en juillet 2018. REUTERS



La violence des militants est brutale et conduit à de nombreux morts et à la destruction générale des biens, en particulier les maisons qui sont souvent brûlées complètement.

un petit pourcentage de la population nationale et qui sont des acteurs politiques secondaires, auxquels le gouvernement central pense après coup. »

UNE MENACE SANS NOM

M. Wholley a compilé un rapport exhaustif de cette menace émergente au Mozambique en 2018. Il y décrit ce que l'on sait du groupe, les noms qu'il utilise, son leadership et une liste d'attaques et de violences qui peuvent lui être attribuées.

Le groupe a été connu sous plusieurs noms :

- **Ahlu Sunnah wa-Jama** est traduit approximativement par « Les traditionalistes » ou « Les partisans de la sunna et de la mosquée ». Un ancien groupe terroriste irakien et une milice somalienne modérée ont aussi utilisé ce nom.
- **Swahili Sunnah**, qui pourrait être traduit par « Les partisans swahilis de la sunna » ou « La coutume ou le

chemin swahili », correspond aux Mwanis de la côte et aux autres personnes parlant le swahili. Il permet de les distinguer des autres groupes vivant dans l'intérieur du Mozambique et du gouvernement au Sud.

- **Al-Shebab**, nom identique à celui du groupe d'insurgés somaliens, apparaît dans les médias et les rapports du gouvernement mais rien n'indique que les membres du groupe utilisent ce nom. En outre, il n'existe pas de lien connu avec le groupe somalien.
- **Ansar al-Sunnah** est une référence précoce au groupe et pourrait indiquer un lien à un groupe tanzanien portant ce nom, une association fautive avec ce groupe ou une erreur.

M. Wholley écrit que le groupe possède une structure de commandement décentralisée, « sans leadership cohérent apparent ». L'idéologie du groupe manque aussi de cohérence, en dehors de l'extrémisme violent, du crime



Des géologues trient des pierres à la recherche de rubis à Montepuez (Mozambique). Les rubis sont l'une des nombreuses industries extractives régionales. AFP/GETTY IMAGES



dans les villages de Monjane et d'Ulumbi près de la ville côtière de Palma dans la province de Cabo Delgado, selon un rapport de Voice of America du 11 juin 2018.

Les militants ont aussi fait de gros dégâts dans la région. M. Wholley signale que 450 maisons ont été brûlées et que le bétail a été massacré.

LE MOZAMBIQUE RÉPOND

En décembre 2017, les forces gouvernementales mozambicaines ont attaqué et bombardé Mitumbate, village de Mocímboa da Praia que l'on considérait comme un bastion extrémiste, selon un article d'ACSS écrit par Gregory Pirio, Robert Pittelli et Yussuf Adam. L'attaque, qui avait utilisé des hélicoptères et un navire de la marine, est censée avoir tué 50 personnes et a conduit à la détention de 200 de plus. La police nationale a déclaré qu'elle avait rétabli la paix dans la région.

En date de mars 2018, la police avait arrêté 470 personnes et poursuivi en justice 370, y compris 314

Mozambicains, 52 Tanzaniens, 1 Somalien et 3 Ougandais, selon l'article d'ACSS.

Martin Ewi du programme ENACT à l'institut pour les études de sécurité de Pretoria (Afrique du Sud) déclare à ADF que les poursuites criminelles liées à la violence extrémiste éclairent quelque peu le caractère encore ténébreux du groupe. Elles confirment dans une certaine mesure les allégations du gouvernement selon lesquelles des étrangers sont responsables pour la violence, bien que certains Mozambicains en soient aussi responsables. Il déclare que, vers la mi-novembre 2018, la Tanzanie a empêché plus de 100 personnes soupçonnées d'extrémisme violent de franchir la frontière vers le Mozambique.

La réponse des forces de sécurité inclut une combinaison de force de frappe militaire, telle que le bombardement de décembre 2017, et d'actions politiques et judiciaires. Par exemple, en janvier 2018 le Mozambique et la Tanzanie ont signé un protocole d'accord concernant la sécurité commune le long de la frontière entre les deux pays.

Dans le cadre de cet accord, les forces de police et de défense du Mozambique échangeront des informations, conduiront des opérations conjointes et échangeront une assistance technique, selon un rapport du journal *Noticias*. La coopération inclura la lutte contre la corruption, les crimes financiers, les stupéfiants et les crimes liés aux ressources naturelles.

En mai 2018, le parlement du Mozambique a adopté une loi anti-terroriste qui prévoit des peines de prison de

et des messages anti-soufistes et anti-gouvernementaux. Les recrues sont jeunes et n'ont pas reçu d'éducation coranique ; les membres du groupe sont au nombre de 200 à 1.500.

« Les attaques sont soi-disant conçues pour accroître l'insécurité, dans le but de promouvoir les entreprises criminelles dans la région, écrit M. Wholley. Les sources prétendent que les affrontements sont aussi conçus pour encourager une réponse forte des forces de sécurité, ce qui fera à son tour augmenter le soutien donné au groupe. »

LES ATTAQUES SE MULTIPLIENT

Malgré les noms différents et l'idéologie vague, une chose reste constante : la violence des militants est brutale et conduit à de nombreux morts et à la destruction générale des biens, en particulier les maisons qui sont souvent brûlées complètement.

Deux jours après l'attaque du 5 octobre 2017, les forces de sécurité sont intervenues : 14 militants ont été tués et 52 arrêtés, selon M. Wholley. Deux policiers ont été tués. Cet incident violent est l'un des 14 au moins qui se sont produits au Nord du Mozambique entre octobre 2017 et juin 2018. Pendant cette période, les militants ont tué au moins 55 civils et 7 policiers. 5 policiers et 2 civils ont été blessés, 4 policiers ont été portés disparus et au moins 3 civils ont été kidnappés.

Les extrémistes ont décapité 10 personnes, y compris des enfants, le 7 mai 2018 après les avoir kidnappées



Un pêcheur nettoie son bateau à Maputo, Mozambique. Le pays est affecté par une augmentation déconcertante de l'extrémisme violent. REUTERS

20 à 24 ans et le gel des biens utilisés pour commettre des crimes, selon un rapport du service d'actualités portugais *Lusa*. La loi prévoit aussi des peines de prison de 12 à 16 ans pour les personnes qui rejoignent les groupes terroristes, et de 8 à 12 ans pour les actes « préparatoires à la création d'un groupe terroriste ».

Le Mozambique et l'Ouganda ont convenu en mai 2018 de coopérer dans la lutte contre les groupes extrémistes. Le ministre mozambicain des Affaires étrangères et de la Coopération Jose Pacheco a déclaré au service d'actualités APA que l'Ouganda avait accepté de former les policiers mozambicains sur la lutte contre le terrorisme.

M. Wholley déclare que la coopération régionale est utile, mais qu'il est difficile d'évaluer l'efficacité de la réponse du Mozambique contre la violence. « Le fait que le groupe continue à exister est assez éloquent, déclare-t-il. Nous ne savons pas ce qui se passe avec leurs renseignements ; nous ne savons pas ce que [le Mozambique] essaie de faire avec la communauté locale ; nous ne savons pas à qui ils parlent en arrière-plan. »

La contre-insurrection ne fait pas nécessairement partie de la formation militaire régulière du pays, et c'est la première fois qu'il est aux prises avec une insurrection islamiste. Les soldats pourraient aussi ne pas parler les langues locales de la région. Des problèmes similaires se sont manifestés lorsque les soldats du Sud du Nigeria ont affronté l'insurrection de Boko Haram dans le Nord. « Vous avez donc toutes ces difficultés opérationnelles qui

se répètent ailleurs », déclare M. Wholley à ADF.

M. Ewi constate des parallèles entre le Nord du Nigeria et le Nord du Mozambique. Au début des années 2000, un groupe s'appelant les « talibans » était apparu dans le Nord du Nigeria. M. Ewi déclare que ce groupe n'avait pas été pris au sérieux, mais au cours du temps il s'est transformé en Boko Haram, secte islamiste militante responsable de la mort de dizaines de milliers de personnes dans le bassin du lac Tchad. Le groupe représente toujours une menace importante dans la région.

« Je me rends compte que cela se produit aussi au Nord du Mozambique, déclare M. Ewi. Même les discussions sur ceux qui mènent ces activités, que ce soient des personnes étrangères ou locales, ne me semblent pas pertinentes. Nous devons regarder plus loin. Nous devons imaginer le potentiel de ce groupe. »

Pour éradiquer l'insurrection avant qu'elle ne croisse, déclare M. Ewi, il est crucial que le Mozambique crée une force opérationnelle pour lancer une campagne robuste de recueil des renseignements et d'investigation, qui commencera dans le Nord. Ensuite, tout lien découvert avec d'autres pays, tels que la Somalie ou le Kenya, devra être poursuivi en coopération avec ces pays « jusqu'au bout ».

« J'ai peur que si les choses continuent comme cela au Mozambique, ce groupe va complètement se rétablir et il va devenir une force avec laquelle il faudra compter au Mozambique, une force qui pourrait rester avec le peuple pendant de très longues années. » □

UN CENTRE RALLIE L'AFRIQUE DE L'EST **CONTRE LES EXTRÉMISTES**



UNE INSTALLATION DE L'AUTORITÉ INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT (IGAD) UTILISERA LA RECHERCHE ET L'ENGAGEMENT POUR LUTTER CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT

PERSONNEL D'ADF

L'Afrique de l'Est s'étend depuis les montagnes de l'Érythrée vers le Sud dans la vallée du Grand Rift, qui s'enfouit à Djibouti, traverse l'Éthiopie et finit au Kenya. La Somalie entoure sa voisine l'Éthiopie au niveau de la corne de l'Afrique. Vers l'Ouest, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda bornent la région qui forme l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), l'une des huit communautés économiques régionales reconnues par l'Union africaine.

C'est une région connue pour sa riche histoire et sa géographie et sa culture diversifiées. Toutefois, la région a récemment été notée pour des cas extraordinaires d'extrémisme violent.

La région s'organise maintenant pour combattre l'extrémisme violent avec l'aide du Centre d'excellence IGAD pour la prévention et la répression de l'extrémisme violent (ICEPCVE), récemment créé. Ce centre, qui a été conçu en 2015, est devenu opérationnel en octobre 2016 et a inauguré ses installations de Djibouti en avril 2018, aidera à créer et développer des capacités de « puissance souple », telles que la recherche, dans la lutte contre l'extrémisme.

« La lutte contre le terrorisme et la prévention et la répression de l'extrémisme violent sont les deux facettes d'une même idée, la lutte contre l'extrémisme violent, mais leurs stratégies sont radicalement différentes, la première donnant priorité à l'approche "dure" et la deuxième à la puissance "souple" », selon l'exposé de l'IGAD : « La stratégie régionale pour la prévention et la répression de l'extrémisme violent ».

Le centre a été établi pour échanger les meilleures pratiques et les leçons apprises dans toute la région de



Le directeur adjoint Daher Meraneh, à l'extrême gauche, parle des travaux de l'ICEPCVE lors d'une conférence sur l'extrémisme violent à Zanzibar (Tanzanie) en octobre 2018.

ICEPCVE

Centre d'excellence IGAD pour la prévention et la répression de l'extrémisme violent, situé à Djibouti

ICEPCVE

l'IGAD. Le personnel des états et les acteurs non étatiques travailleront pour renforcer la coordination et les stratégies contre l'extrémisme violent. Le point crucial de ces efforts consistera à « exploiter les connaissances de base des communautés locales et les engager comme participants actifs », selon la mission du centre. Tous les états membres de l'IGAD et la Tanzanie participeront à ces efforts. En novembre 2018, le centre avait cinq membres d'équipe permanents et un responsable représentant le gouvernement français.

Le mandat du centre possède cinq composantes :

- Il aidera à établir des partenariats entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres.
- Il aidera à développer la résilience communautaire contre l'extrémisme violent par l'intermédiaire d'efforts conduits localement.
- Il assistera les gouvernements nationaux sur des questions techniques.



Le Dr Simon K. Nyambura, à droite, directeur de l'ICEPCVE, s'adresse à un atelier à Nairobi (Kenya) sur la stratégie de communication de la Somalie pour réprimer l'extrémisme violent.

MISSION DE L'UNION AFRICAINE EN SOMALIE

- Il aidera à fournir une formation sur la prévention et la répression de l'extrémisme violent et d'autres activités par des organismes partenaires pour élargir l'expertise régionale.
- Il cartographiera la recherche entreprise dans la région, analysera les lacunes et engagera des recherches additionnelles.

La responsabilisation et l'équipement des chercheurs efficaces est l'un des domaines où le centre s'est déjà distingué.

LA RECHERCHE EST AU CŒUR DE LA MISSION DU CENTRE

Le centre a organisé un atelier à Mombasa (Kenya) en mai 2018 pour former des chercheurs d'Afrique de l'Est sur la meilleure façon d'étudier l'extrémisme violent. Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, l'Ouganda et la Tanzanie ont chacun envoyé trois chercheurs pour y participer.

Le Dr Simon K. Nyambura, directeur de l'ICEPCVE, a déclaré à *ADF* qu'il était crucial d'effectuer une recherche empirique bien fondée pour développer une politique de prévention et de répression de l'extrémisme violent. « Parce que plus nous pensons que nous connaissons le sujet, et plus nous l'étudions, plus nous découvrons que nous connaissons très peu de choses, déclare le Dr

Nyambura. Par conséquent, la recherche est devenue cruciale, même pour nous, qui avons continuellement poursuivi cette recherche et découvert les causes réelles, les facteurs réels, les tendances. »

Ceux qui ont participé au séminaire ont reçu des subventions de 5.000 dollars pour financer des recherches. Ces recherches seront réunies dans un livre et publiées. On espère que ce processus sera répété dans les années suivantes.

La recherche est emblématique de l'approche de la puissance souple pour réprimer l'extrémisme violent. Afin de faire face aux facteurs qui conduisent à l'extrémisme, il faut d'abord obtenir une bonne compréhension du contexte dans lequel l'extrémisme survient dans les communautés, les cultures et les groupes. La responsabilisation de ces chercheurs aide l'IGAD à développer un ensemble de connaissances sur les facteurs sexospécifiques, religieux, économiques et historiques dans la région.

L'atelier de Mombasa s'est concentré sur deux domaines clés :

- Les participants ont analysé un manuel de formation sur les « méthodes de terrain qualitatives, basées sur la confiance », lequel avait été préparé avant l'atelier. Ces informations aideront les chercheurs à obtenir la confiance des personnes interviewées sur le terrain et à se présenter eux-mêmes et présenter leurs qualifications efficacement aux autorités locales.
- Les équipes des pays ont identifié des hypothèses et des extraits de recherche qui formeront la base de deux articles de recherche pour chaque pays participant.

Il était prévu que les articles seraient présentés lors de la première Conférence du réseau de chercheurs de la corne d'Afrique et de l'Afrique de l'Est sur la P-CVE du centre vers la fin 2018. Il est prévu de publier ces articles.

Le centre a aussi participé à ou a parrainé d'autres séminaires depuis qu'il est ouvert. Par exemple, en novembre 2018 il a organisé un atelier sur l'amplification des voix des jeunes leaders africains dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

UNE STRATÉGIE RÉGIONALE

En 2018, l'IGAD a publié sa « Stratégie régionale pour la prévention et la répression de l'extrémisme violent », effort dans lequel la participation du centre était cruciale, déclare le Dr Nyambura. Il dirige aussi la mise en œuvre de la stratégie dans toute la région.

Le rapport identifie quatre catégories d'extrémistes qui ont œuvré pour recruter et radicaliser les habitants d'Afrique de l'Est. Elles sont :

- **Les groupes terroristes internationaux** tels que les militants pro-palestiniens des années soixante à quatre-vingt, qui ont plus tard cédé le pas à al-Qaïda et à l'EIL dans les années quatre-vingt-dix et plus récemment.
- **Les affiliés de l'EIL et d'al-Qaïda**, les deux



groupes terroristes internationaux majeurs.

- **Les groupes terroristes indigènes ou intérieurs** tels qu'al-Shebab qui s'est manifesté en Somalie après sa guerre civile.
- **Les groupes militants indigènes non islamistes** tels que l'Armée de résistance du Seigneur.

La « stratégie régionale fournit la structure requise pour coordonner les réponses des communautés, des gouvernements et des organisations pour détecter, dissuader et vaincre les groupes extrémistes ».

La stratégie énumère trois réponses à l'extrémisme violent. Elles sont la **lutte contre le terrorisme**, qui utilise des mesures de sécurité « dures » telles que les forces armées ou la police, les opérations secrètes et le système de justice criminelle. Puis la **répression de l'extrémisme violent (CVE)**, qui s'appuie en général sur des réponses plus douces en cherchant à comprendre, empêcher

et affronter les causes sous-jacentes de l'extrémisme.

Finalement, la **prévention de l'extrémisme violent (PVE)**. Cette dernière est étroitement alignée sur la CVE mais elle met l'accent sur les tentatives d'atténuation des menaces provenant des personnes qui sont déjà engagées dans l'extrémisme violent.

Les mesures anti-terroristes plus fortes ont leur place dans la lutte contre l'extrémisme violent, déclare le Dr Nyambura, en particulier lorsqu'on confronte des groupes tels qu'al-Shebab en Somalie. Mais selon lui, c'est avec la CVE et la PVE que le plus de progrès peut être réalisé contre l'extrémisme violent.

« Je pense que nous devons gagner les cœurs et les esprits des gens, en particulier ceux des jeunes, en travaillant avec eux, déclare-t-il. Nous devons refuser aux extrémistes le terrain fertile qu'ils utilisent pour recruter et radicaliser les jeunes. » □

Sont-ils des protecteurs — OU — des hors-la-loi ?

LA CJTF DU
NIGERIA ILLUSTRE
LES **AVANTAGES ET**
LES DÉFIS LIÉS AUX
ACTEURS CIVILS DE
LA SÉCURITÉ

DR ERNEST OGBOZOR | PHOTOS PAR REUTERS

Dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, les forces armées et la police ne peuvent pas garantir la sécurité. Beaucoup de ces régions sont éloignées et peu peuplées, et possèdent des ressources de sécurité limitées. Dans ces régions, les civils ont pris les choses en main pour défendre leur communauté.

Les membres des groupes de sécurité locaux non étatiques tels que la Force opérationnelle civile conjointe du Nigeria connaissent souvent mieux leur région et ses menaces que les étrangers.





Un membre de la Force opérationnelle civile conjointe blessé lors d'une fusillade avec Boko Haram montre un tee-shirt porté par certains membres du groupe.

Ces acteurs non étatiques de la sécurité incluent la Force opérationnelle civile conjointe (CJTF) du Nigeria, les Arrow Boys de Teso dans l'Ouganda, les Arrow Boys de Zende au Soudan du Sud et les Kamajors de la Sierra Leone, selon l'International Crisis Group. La plupart de ces groupes ont commencé de façon bénévole en faisant campagne contre les terroristes ou les milices. Certains étaient soutenus par l'état mais la plupart ne l'étaient pas. Abba Kalli, commandant de secteur de la CJTF au Nigeria, déclare que le groupe était une création nécessaire, à un moment crucial de la campagne contre Boko Haram.

« Le manque de progrès des forces de l'ordre pour maîtriser Boko Haram a conduit les civils à se joindre à la lutte contre le groupe », déclare M. Kalli.

(gardes) pour la protection de la communauté. Une fois que les hommes atteignaient un certain âge, ils étaient censés aider à garder leur communauté. En général, les groupes de défense sont divisés en quatre catégories :

- **L'autodéfense des quartiers ou des communautés** : les associations communautaires organisent ces groupes de surveillance des quartiers.
- **L'autodéfense ethnique** : ces groupes sont organisés selon une ethnie pour défendre les intérêts ethniques.
- **L'autodéfense religieuse** : les groupes ont des racines dans certaines religions.
- **L'autodéfense d'état** : ces groupes agissent avec le soutien des gouvernements locaux.



Une unité de la Force opérationnelle civile conjointe dans un complexe de Maiduguri (Nigeria). Le groupe a amélioré la sécurité mais il a aussi été critiqué pour ses tactiques.

La CJTF a commencé principalement comme groupe de quartier et s'est développée en organisme soutenu par l'état. Ses tactiques incluent les patrouilles, l'établissement de postes de contrôle, la fouille des personnes et des véhicules à l'entrée des villes et des villages, et l'investigation des rapports de comportement suspect. Dans les régions où les agriculteurs avaient peur des attaques de Boko Haram, la CJTF a parfois escorté les gens dans les champs et assuré leur sécurité pendant qu'ils cultivaient la terre.

Le groupe, appelé initialement le Plan d'émancipation des jeunes de Borno, a pris le nom de CJTF pour refléter sa relation de travail avec la Force opérationnelle interarmées (JTF) du Nigeria, organisme de sécurité combinant des éléments des forces armées et de la police et déployé pour combattre Boko Haram.

Le secteur non structuré de la sécurité a de longs antécédents au Nigeria. Les sociétés traditionnelles s'appuyaient sur des groupes appelés *Ndi-nche*

enregistre d'importantes victoires dans le combat contre les insurgés, succès principalement attribué à ses connaissances de l'environnement opérationnel. « Le soldat est un étranger en ville. Nous connaissons très bien le terrain », déclare M. Kalli. En 2013, la CJTF aide à déloger Boko Haram de Maiduguri, en forçant les insurgés vers une base rurale à Krenowa dans la zone de gouvernement local Marte de l'état de Borno. Le succès de la CJTF lui

permet de placer dans les communautés rurales des groupes d'autodéfense qui affrontent Boko Haram, avec ou sans l'assistance du gouvernement.

Ces succès ont un prix. Les militants attaquent brutalement certains membres de la CJTF et la communauté qui les héberge pour avoir coopéré avec les forces de sécurité.

Le Réseau d'information régional intégré (IRIN) indique que Boko Haram a déclaré une guerre totale contre les jeunes de Maiduguri pour avoir aidé les responsables de la sécurité. Les insurgés ont ciblé implacablement les communautés qui avaient établi des organismes d'autodéfense ou qui avaient aidé les forces armées. En septembre 2013, Boko Haram massacre 140 personnes lors d'attaques ciblées sur les places fortes de la CJTF à Benisheik dans l'état de Borno. En mai 2014, Boko Haram attaque Gambaru Ngala, ville frontière au Nord-Est du Nigeria, et massacre plus de 300 personnes. En novembre 2014, Boko Haram attaque aussi Damasak et massacre 50 personnes lors d'une opération qui, selon les habitants locaux, sert de représailles contre le groupe d'autodéfense de la ville. De même, Boko Haram massacre des centaines de personnes dans le port de pêche de Baga en 2015. Il est probable que

les groupes actifs d'autodéfense de la ville étaient la cause de ces attaques contre la communauté. On estime que 700 membres de la CJTF ont été tués dans l'état de Borno entre 2013 et 2017.

Malgré ses succès, la CJTF a des antécédents souillés par des accusations de violations graves des droits humains. Le groupe a été accusé de viol, de torture, de vol à main armée, de larcin, d'assassinat et de harcèlement des innocents.

Samuel Malik, journaliste d'investigation, décrit le groupe comme une « bombe humaine à retardement ». M. Malik raconte un incident de novembre 2014 dans lequel les membres de la CJTF ont violé collectivement une femme séropositive de 25 ans pour n'avoir pas respecté le couvre-feu. En 2014 et 2015, Amnesty International accuse le groupe d'arrêter arbitrairement les gens et de torturer et d'exécuter (notamment de brûler vif) des membres soupçonnés de Boko Haram. Cet organisme des droits humains a aussi publié une vidéo montrant ce qui semble être des soldats nigériens et la CJTF en train de couper la gorge des membres soupçonnés de Boko Haram, puis de les pousser dans une tombe à ciel ouvert. Les membres du groupe ont été liés à des détournements de nourriture destinée aux

Des membres de la Force opérationnelle civile conjointe sont assis dans un abri entouré de sacs de sable dans un camp pour déplacés internes à Maiduguri, Nigeria.



COMMENT les professionnels de la sécurité

PEUVENT TRAVAILLER AVEC LES GROUPES CIVILS DE LA SÉCURITÉ

1. Respectez leurs connaissances locales : les groupes locaux comprennent l'histoire de leur région, les normes culturelles et les menaces imminentes mieux que quiconque. Ils savent si des étrangers arrivent dans une zone et si des habitants locaux deviennent radicalisés. Les écouter, c'est une première étape importante dans l'affectation des ressources de sécurité pour affronter une menace.

2. Suivez les filières : les groupes de sécurité non étatiques constituent les yeux et les oreilles des forces de sécurité. Il est donc important que les forces armées et la police réagissent lorsqu'elles sont averties d'une menace imminente. Lorsque ces groupes constatent que les forces de sécurité répondent, ils sont plus enclins à coopérer et à partager leurs connaissances et leurs idées.

3. Offrez une formation et un matériel non léthal : la formation tactique telle que la façon d'inspecter un véhicule, de reconnaître un attaquant potentiel ou de détenir un suspect est importante. La formation sur le respect des droits humains est vitale. Les groupes de sécurité non étatiques peuvent aussi nécessiter des équipements tels que des talkies-walkies, des lampes de poche, des téléphones portables et des détecteurs de métal. Toutefois, l'expérience montre que la fourniture d'armes peut conduire à davantage de violence.

4. Assurez-vous que toute la population est représentée : historiquement, certains groupes de sécurité non étatiques s'appuyaient trop sur un groupe ethnique ou une religion, ou étaient devenus des instruments d'un parti politique. Au pire, ils s'étaient transformés en milices ethniques. Il est important que ces groupes soient diversifiés et reflètent les communautés qu'ils représentent.

5. Tenez-les responsables : lorsque des groupes non étatiques commettent des crimes ou abusent leurs pouvoirs, les autorités doivent les punir rapidement. C'est la seule façon pour que les habitants croient que le groupe agira de manière éthique et légale.

6. Protégez-les : les groupes d'insurgés ont attaqué et intimidé les organismes civils de sécurité. Il est important que les forces de sécurité les protègent.

Source : Dr Ernest Ogbozor

déplacés internes du Nord-Est du Nigeria. Il a été signalé que les membres de la CJTF sont incontrôlables, même par les forces de sécurité.

Dans certains cas, la CJTF a montré qu'elle souhaitait se réformer. En octobre 2018, après avoir reçu une pétition de l'Unicef, la branche de la CJTF à Maiduguri a renoncé formellement à utiliser des enfants comme combattants.



Des véhicules s'approchent d'un poste de contrôle établi par la Force opérationnelle civile conjointe à Maiduguri, Nigeria.

Dans l'ensemble, il existe à la fois des avantages et des préoccupations sérieuses concernant le groupe et le rôle qu'il jouera lorsque l'insurrection de Boko Haram aura pris fin. IRIN déclare que, après la défaite de Boko Haram, la CJTF pourrait devenir la menace sécuritaire suivante du Nigeria. L'expérience montre aussi que, après un conflit, les acteurs armés non étatiques pourraient être recrutés comme hommes de main par les politiciens, les bandes criminelles, les passeurs de drogue ou les contrebandiers. Pour éviter ce résultat, l'Union européenne, le British Council et d'autres groupes ont lancé un projet pilote pour former les membres de la CJTF sur des aptitudes de travail et pour leur offrir une assistance en vue de les réintégrer dans la société. Dans un environnement post-Boko Haram, la contribution positive des groupes de sécurité non officiels tels que la CJTF doit être préservée. La décimation du groupe extrémiste n'aurait pas pu être possible sans l'engagement de la CJTF. □



Le Dr Ernest Ogbozor, originaire du Nigeria, est un professionnel universitaire dans la résolution des conflits, le développement de la paix et la sécurité non structurée. Il est un universitaire invité au Centre pour la pratique de la pacification, école d'analyse et résolution des conflits, université George Mason, aux États-Unis. Sa recherche se concentre sur la prévention et la répression de l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad.



UN GROUPE RÉFUTE LES CROYANCES DE L'EIIL

*Une organisation
anti-extrémiste déclare que le
« manuel » de l'EIIL est basé
sur des distorsions du Coran*

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

Au nom d'Allah, les combattants de l'EIIL ont commis des atrocités innommables.

Ils ont décapité des civils. Ils ont brûlé vif les gens. Ils ont violé collectivement des enfants âgés d'à peine 12 ans. Ils n'ont pas hésité à massacrer les femmes et les enfants au cours de la guerre contre leurs ennemis. Leurs ennemis sont tout simplement ceux qui ne font pas partie de leur groupe.

L'EIIL a massacré 1.700 musulmans – de jeunes recrues militaires – en juin 2014 dans un ancien palais de Saddam Hussein près de Tikrit (Irak). L'EIIL a filmé des vidéos de ces atrocités, en montrant des colonnes de jeunes hommes terrifiés, qui marchaient sous la menace des armes vers des charniers qu'ils pouvaient voir remplis de cadavres. D'autres ont été forcés de descendre des escaliers vers un petit quai du Tigre. Les recrues ont été tirées en avant et abattues d'une balle dans la tête. Leur corps est tombé dans le fleuve le long de la rive couverte de sang.

Les combattants de l'EIIL sont des musulmans, mais quelle est l'interprétation du Coran qui pourrait vraiment justifier ces horreurs et encourager des musulmans à tuer leurs coreligionnaires ?

Depuis les premières années d'al-Qaïda, les extrémistes se sont appuyés sur un livre intitulé *Gestion de la barbarie*. Il avait été écrit par le stratège islamiste Abou Bakr Naji et publié sur l'Internet en 2004. Il décrit une stratégie pour exploiter les régions sujettes à des gouvernements faibles et des troubles sociaux. L'objectif final consistait à mettre fin à la monarchie saoudienne, lorsqu'al-Qaïda prendrait le contrôle de la capitale religieuse de La Mecque.

Toutefois, l'EIIL se base sur un ouvrage d'inspiration salafiste appelé *Fiqh al-Dima*, ou Jurisprudence du sang. Ce livre de 579 pages présente une interprétation du Coran qui justifie soi-disant les atrocités telles que la décapitation et l'esclavage. Il sert aussi de manuel opérationnel pour les djihadistes.

Le manuel préconise ouvertement le « massacre systématique » des ennemis présumés et encourage les extrémistes à utiliser tous les moyens nécessaires pour « arracher leurs âmes, séparer leurs esprits de leurs corps, nettoyer la terre de leur souillure ».

Quilliam, groupe qui déclare être « la première organisation anti-extrémiste du monde », a passé deux ans à examiner et à transcrire le livre de l'EIIL. En 2018, il produit une réfutation théologique détaillée de l'interprétation « déformée » des enseignements islamiques de l'EIIL, qu'il appelle *Combattre la terreur : une réponse à la théologie terroriste du kufr*, par Salah Al-Ansari et Usama Hasan.

« L'assassinat des musulmans et la commission d'actes terroristes sont non seulement illégaux et interdits par l'Islam, mais ils représentent aussi un rejet de la foi. »

— Dr Tahir-ul-Qadri

Cette réfutation déclare : « Il existe une absence saisissante d'analyse et de préoccupation concernant ce texte détestable et dangereux dans presque toutes les investigations culturelles occidentales et arabes. Nous espérons exposer et saper ce texte rébarbatif mais profondément insidieux et pernicieux. »

DES ANTÉCÉDENTS DE FAUSSE INTERPRÉTATION

Les auteurs notent que les mauvaises interprétations du Coran sont presque aussi anciennes que le Coran

Des combattants
des forces loyales
au gouvernement
d'entente nationale de
Libye attaquent des
combattants de l'EIL
à Syrte.



proprement dit. Ils citent un expert coranique qui avait déclaré il y a treize siècles : « Apprenez votre religion avant de la pratiquer, car ceux qui la pratiquent sans l'apprendre deviennent en général si fanatiques que l'assassinat devient une partie essentielle de leur comportement. »

Dans les temps modernes, déclarent les auteurs, l'Islam est sujet à un grand éventail d'interprétations et de courants de pensée, comme toutes les autres religions.

« Lorsqu'une attaque terroriste se produit, deux voix fortes se font entendre inévitablement : celle des musulmans et des non-musulmans qui nient que l'attaque est associée de façon quelconque à la foi musulmane, et celle des populistes d'extrême droite qui souhaitent présenter tous les musulmans comme des terroristes, écrivent les auteurs. Les extrémistes islamiques hochent la tête en exprimant leur consentement, puisqu'ils pensent que Dieu approuve ces actes de terreur. »

Quilliam déclare que l'idéologie de l'EIL commence par l'« excommunication » de tous les régimes politiques actuels, car ils n'appliquent pas les enseignements

véritables de l'Islam et ils sont tombés dans le piège de l'« ignorance préislamique ». Les partisans de l'EIL ont donc le droit de lutter contre tous les mécréants et d'attaquer tous les pays non musulmans du monde qui n'ont pas signé de traité avec eux. Ils croient que cette situation doit continuer jusqu'à ce que l'Islam devienne la seule foi dominante.

Pour atteindre cet objectif, le manuel de l'EIL justifie les assassinats, les kidnappings, les prises d'otages, les attentats suicides, les mutilations des cadavres, les décapitations, les massacres d'enfants et de non-belligérants, l'esclavage sexuel, la vente des organes humains, l'utilisation des armes de destruction massive et le génocide.

Quilliam déclare qu'il existe certains principes de base qui soutiennent les interprétations islamiques traditionnelles et correctes du djihad :

- Le Coran enseigne que le djihad est une lutte perpétuelle et non violente pour le bien, la justice et la vérité, et contre le mal, l'injustice et la malhonnêteté.

Un combattant irakien qui a rejoint les unités paramilitaires Hachd al-Chaabi pour lutter contre l'EIL formé des soldats dans l'utilisation des armes.



- Lors de sa mission de 13 ans à La Mecque, le Prophète Mahomet et ses disciples souffrirent de persécution, mais ils reçurent l'ordre de rester patients et non violents. Pendant cette période, les disciples du Prophète furent torturés et massacrés, mais en réponse ils ont dû rester pacifiques et non violents.
- Pendant la mission de 10 ans du Prophète à Médine, un djihad militaire d'autodéfense fut finalement autorisé.
- Le djihad militaire peut être déclaré uniquement par une autorité légitime. Dans les temps modernes, cela signifie que seuls les gouvernements légitimes ont l'autorité de déclarer un état de guerre ou un djihad militaire. Les acteurs d'autodéfense ou non gouvernementaux tels que les groupes terroristes ne détiennent aucune autorité islamique pour lancer l'appel aux armes au nom du djihad.
- Le djihad militaire a aussi été légiféré pour

protéger et encourager la liberté religieuse. Les musulmans sont autorisés à protéger la liberté religieuse des musulmans, des juifs et des chrétiens.

- Le djihad militaire a toujours été tempéré par de fortes limitations éthiques.
- Le Prophète parlait de l'obligation d'éviter de tuer les femmes, les enfants, les personnes âgées, les paysans, les moines et autres personnes en temps de guerre. Mahomet avait aussi interdit de couper des arbres, de brûler des vergers ou d'empoisonner des puits ou d'autres sources d'eau en temps de guerre. « Ces enseignements peuvent être considérés des précurseurs islamiques de l'éthique moderne de la guerre, telle que les Conventions de Genève ; ils s'inscrivent aussi dans un esprit islamique et doivent être regardés comme contraignants pour tous les musulmans du monde », déclare Quilliam.
- « Le meilleur djihad est une parole de vérité face à un dirigeant tyrannique », déclare le Prophète. Le

djihad est donc une lutte universelle pour le bien et contre le mal.

- Le djihad externe, lutte pour le bien et la vérité dans le monde, est toujours renforcé par le djihad interne, lutte contre les vils désirs en soi-même.
- Tous les efforts charitables ou les luttes pour le bien, la vérité et la justice et contre le mal et l'injustice entrepris par les musulmans aujourd'hui peuvent s'appeler un djihad.

UNE MENACE POUR LE MONDE

Quilliam déclare que le manuel de l'EIIL définit le djihad comme une déclaration de guerre contre tous ceux qui ne sont pas musulmans et qui vivent hors des territoires islamiques, jusqu'à ce qu'ils se convertissent à l'Islam, qu'ils acceptent d'être gouvernés par des musulmans, ou qu'ils paient des impôts réservés aux non-musulmans pour montrer leur soumission. Les auteurs déclarent qu'une telle interprétation est une menace contre l'ordre international parce qu'elle adopte une politique territoriale sans

frontière qui sera mise en œuvre par des guerres sans fin.

Les auteurs signalent des exemples dans le manuel où les passages du Coran sont cités sans tenir aucun compte de leur contexte. Dans un certain passage, la référence à des personnes est interprétée comme une référence à tout le monde, alors qu'il s'agit seulement d'un groupe particulier de conquérants de l'époque de Mahomet.

« Une erreur cruciale de l'auteur du livre de l'EIIL, et de son idéologie mensongère, est le focus sur des points spécifiques du droit islamique, tout en ignorant les principes d'éthique et de philosophie qui le régissent », déclare Quilliam. Ceci permet à l'EIIL d'isoler une section de texte « pour soutenir un argument et en même temps invalider le Coran. »

Les auteurs mentionnent spécifiquement les armes de destruction massive dans leur étude, en les définissant comme tout ce qui cause des massacres systématiques, par exemple la mise à feu de tout un village. De telles armes, écrivent-ils, ne permettent pas de différencier les combattants des non-combattants et sont interdites par le Coran.



Des ouvriers irakiens reconstruisent un trottoir à Mossoul après la reprise de la ville des mains de l'EIIL.

Selon les propres règles d'engagement du Coran, les civils doivent rester sains et saufs. Quilliam déclare que, même si les armes de destruction massive pouvaient être utilisées uniquement contre des cibles militaires, elles tueraient et mutileraient les gens de façon tellement horrible qu'elles enfreindraient les enseignements islamiques concernant le combat sans cruauté. Il déclare finalement que de telles armes provoquent des dommages durables de l'environnement, « résultat qui doit être évalué selon la perspective des appréciations morales islamiques, puisque la vie, étant la création de Dieu, est précieuse, quels qu'en soient les avantages obtenus par les êtres humains ».

LES EXPERTS DÉNONCENT LES EXTRÉMISTES

Les auteurs de Quilliam ne sont pas les premiers experts musulmans à condamner les extrémistes. En 2010, l'expert islamique Mohammad Tahir ul-Qadri émet une fatwa de 600 pages déclarant que les terroristes musulmans sont voués à l'enfer.

Une fatwa est une opinion religieuse concernant le droit islamique émise par un expert islamique. Elle est souvent émise pour susciter une prise de conscience et fournir une clarification concernant une question particulière pour les musulmans, qui peuvent ensuite décider s'ils souhaitent la suivre.

De façon tout à fait brusque, le Dr Tahir-ul-Qadri déclare que ses recherches prouvent que « l'assassinat des musulmans et l'exécution d'actes terroristes sont non seulement illégaux et interdits par l'Islam, mais ils représentent aussi un rejet de la foi ». Il déclare que sa fatwa est nécessaire parce que, dans l'esprit de certains occidentaux, l'Islam et le terrorisme sont devenus synonymes. La conclusion du résumé de *la fatwa sur les attentats suicides et le terrorisme* est la suivante : « Les attentats suicides et les attaques contre les cibles civiles sont non seulement condamnés par l'Islam, mais leurs auteurs en deviennent complètement exclus de l'Islam. »

En 2010 aussi, une confédération d'experts musulmans éminents s'est réunie à Mardin (Turquie) pour étudier une fatwa émise par l'expert du 14^{ème} siècle Ibn Taymiyya, laquelle avait été mal interprétée depuis longtemps. Ces 15 érudits provenant de plusieurs pays du monde musulman, notamment l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, le Koweït, le Maroc, l'Arabie saoudite, le Sénégal et la Turquie, ont déclaré que la fatwa, utilisée par les radicaux pour justifier les assassinats au nom de l'Islam, ne pouvait pas être utilisée pour justifier le terrorisme dans le monde moderne, où la foi et les droits civiques sont respectés. En cette même année, le Conseil des oulémas d'Arabie saoudite a émis une fatwa citant le Coran pour déclarer que le financement du terrorisme était une violation du droit islamique, sujette à punition.



Ce membre d'une force paramilitaire garde la frontière entre l'Irak et la Syrie. Son groupe a été formé en 2014 en réponse à l'EIL.

Mais la fatwa du Dr Tahir-ul-Qadri s'est distinguée par son analyse et ses détails. Cette fatwa, publiée depuis lors sous forme de livre, inclut des références au Coran, aux hadiths, aux opinions des compagnons du Prophète et aux « textes classiques d'études islamiques généralement acceptés ».

La fatwa condamne le terrorisme mais va plus loin, en critiquant les musulmans qui se taisent face à la violence. « On ne peut pas nier le fait que la grande majorité des musulmans opposent et condamnent le terrorisme sans équivoque, et qu'ils ne sont pas prêts à accepter qu'il soit lié, même de loin, à l'Islam d'une façon quelconque », écrit le Dr Tahir-ul-Qadri.

« L'assassinat des musulmans et la commission d'actes terroristes sont non seulement illégaux et interdits par l'Islam, mais ils représentent aussi un rejet de la foi. C'est un fait établi : toutes les autorités expertes ont eu la même opinion du terrorisme au cours des 14 siècles d'histoire de l'Islam. »

Le Dr Tahir-ul-Qadri est spécifique lorsqu'il dresse la liste des personnes que les musulmans ont le droit de tuer : les soldats ennemis pendant la guerre, et personne d'autre.

De façon peut-être prévisible, le groupe islamique militant Tehrik-e-Taliban basé au Pakistan a ajouté le Dr ul-Qadri à sa liste des personnes à abattre après la publication de sa fatwa. □



AFP/GETTY IMAGES

UNE CHANTEUSE BIEN-AIMÉE

D'AFRIQUE DE L'OUEST EST DÉCÉDÉE

L BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

a chanteuse et compositrice malienne Khaira Arby, appelée « diva de Tombouctou », est décédée dans un hôpital de la capitale de Bamako en août 2018. Elle avait 59 ans.

Mme Arby est l'une des premières femmes à s'imposer sur la scène musicale du Mali dans les années soixante-dix, selon le site d'actualités MaliWeb. Son père n'approuve pas son activité de chanteuse et s'assure qu'elle se marie à l'âge de 16 ans. Elle a des enfants et, plus tard, elle divorce en déclarant qu'elle quitte son mari parce qu'elle veut poursuivre une carrière de chanteuse.

Née dans la ville de Tombouctou au Nord du pays, elle est reconnue pour chanter en plusieurs langues : l'arabe, le bambara, le français, le peul, le songhaï et le tamasheq. Dans ses chansons, elle évoque des questions sociales telles que la mutilation génitale féminine. Elle offre sa voix pour encourager l'unité et la paix au Mali. Elle fait des tournées internationales mais ses chansons sont réprimées en 2012 dans sa ville natale lorsque les militants islamiques prennent le contrôle du Nord du pays et interdisent de chanter dans certaines zones.

Les Maliens sont ravis lorsque Mme Arby chante au Festival de la renaissance de Tombouctou en 2018.

« Notre religion n'a jamais interdit la musique », déclare la chanteuse au journal français *Libération* en 2016. « Le Prophète a été accueilli avec des chansons lorsqu'il est arrivé à La Mecque. Nous couper la musique, c'est comme nous empêcher de respirer. Mais on continue à lutter, et ça va aller, inch'Allah. »

UNE KÉNYANE REMPORTE

SON QUATRIÈME
MARATHON DE NEW YORK

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Mary Keitany du Kenya remporte le marathon de la ville de New York pour la quatrième fois en cinq ans, alors que l'Éthiopien Lelisa Desisa remporte le titre masculin.

M. Desisa avait remporté le marathon de Boston en 2013 et 2015, mais il n'avait jamais gagné celui de New York.

Mme Keitany, âgée de 37 ans, avait pris la deuxième place en 2017 mais elle regagne le titre en 2018 avec une performance non officielle de 2 h 22 mn 48 s. Elle termine la course près de 4 minutes en tête de sa compatriote Vivian Cheruiyot, tandis que Shalane Flanagan des États-Unis arrive troisième.



La coureuse kényane Mary Keitany REUTERS

Maintenant, Mme Keitany est incontestablement l'une des plus grandes coureuses de fond de tous les temps. Elle a remporté 7 grands marathons mondiaux et détenu 3 records de temps lors de courses de fond. Elle a aussi gagné des médailles d'or lors d'épreuves par équipe et de semi-marathons.

Elle est mariée au coureur Charles Koech et ils ont deux enfants.

M. Desisa, âgé de 28 ans, qui avait déjà gagné deux fois à Boston, devance son compatriote éthiopien Shura Kitata de deux secondes pour remporter le titre masculin. Il franchit la ligne d'arrivée en un temps non officiel de 2 h 05 mn 59 s, à peine 54 secondes derrière le record masculin de New York établi par le Kényan Geoffrey Mutai en 2011. Geoffrey Kamworor du Kenya, tenant du titre, arrive en troisième place.



REUTERS

LE SÉNÉGAL ACCUEILLERA LES JEUX DE LA JEUNESSE EN — 2022 —

THE ASSOCIATED PRESS

Le Comité international olympique (CIO) a sélectionné le premier pays-hôte africain de tout tournoi olympique, en attribuant officiellement les Jeux olympiques de la jeunesse de 2022 au Sénégal.

Le Sénégal accueillera les Jeux de la jeunesse pour les jeunes âgés de 14 à 18 ans dans trois villes : Dakar ; la nouvelle ville de Diamniadio près de la capitale ; et le centre touristique côtier de Saly. Le président sénégalais Macky Sall a déclaré qu'un stade olympique de 50.000 places serait construit pour le projet soutenu par le gouvernement.

Le budget des jeux est estimé à 150 millions de dollars.

Il est probable que les jeux du Sénégal se dérouleront vers la fin mai 2022. Cela les placerait à la fin de la saison sèche, pour « réduire fortement la fréquence des maladies tropicales », déclare le vice-président du comité Ugur Erdener. Il

signale que l'économie en plein essor du Sénégal lui a donné l'avantage sur les autres contestants : le Botswana, le Nigeria et la Tunisie.

Le projet de construction pour cet événement inclut une connexion ferroviaire et un village pour les athlètes, qui sera utilisé pour des logements universitaires.

« Il n'est pas nécessaire d'avoir un budget détaillé pour le moment », déclare M. Erdener, mais il prend note que le gouvernement du Sénégal « comprend parfaitement » l'ampleur de la tâche.

Un membre africain du CIO a déclaré que l'ensemble du continent partagerait la responsabilité des premiers Jeux olympiques, en les comparant à la Coupe mondiale de 2010 en Afrique du Sud.

« En Afrique, lorsqu'une famille organise une fête, tous les voisins contribuent et aident à organiser l'événement », déclare Lydia Nsekera du Burundi. « Cela n'a pas d'importance ; tout le monde sera là pour aider le président Macky Sall à organiser et planifier ces jeux. »

Les premiers Jeux olympiques de la jeunesse ont eu lieu à Singapour en 2010, suivis par Nankin (Chine) en 2014 et Buenos Aires (Argentine) en 2018. Le Sénégal détient une médaille olympique d'argent pour la course d'obstacles de 400 mètres, remportée par Amadou Dia Ba aux jeux de Séoul en 1988.

Le « Dr Miracle » gagne le prix Nobel

AGENCE FRANCE-PRESSE



AFP/GETTY IMAGES

Dans la République démocratique du Congo, on l'appelle le « Dr Miracle » pour ses aptitudes de chirurgien et son engagement envers les femmes pour les aider à surmonter les blessures et les traumatismes liés à l'abus sexuel et au viol.

En octobre 2018, le Dr Denis Mukwege a reçu l'hommage du monde entier en gagnant le prix Nobel de la paix pour ses travaux avec les victimes des conflits qui ont ravagé sa terre natale. Il a partagé le prix avec Nadia Murad, activiste des droits humains irakienne et membre de la minorité yézidie qui avait défié l'EIL.

« Denis Mukwege est le symbole le plus grand et le plus unificateur, nationalement et internationalement, de la lutte pour mettre fin à la violence sexuelle

dans la guerre et les conflits armés », a déclaré Berit Reiss-Andersen, présidente du comité Nobel, en annonçant les gagnants à Oslo (Norvège).

L'hôpital Panzi de 450 lits que le Dr Mukwege a fondé en 1999 traite plus de 3.500 femmes par an, bien qu'elles ne soient pas toutes victimes d'abus sexuel. Il fournit des consultations gratuites et les médecins y pratiquent des interventions reconstructives sur les femmes qui ont subi des blessures graves.

Dans une vidéo affichée sur la page Facebook de l'hôpital après l'annonce du prix Nobel, on peut voir les collègues et les admirateurs entourer le médecin de 63 ans lorsqu'il sort de la salle d'opérations, en l'applaudissant et en l'embrassant alors qu'il traverse lentement la foule.

Dans une interview avec la Fondation Nobel, il a déclaré qu'il venait juste de terminer sa deuxième intervention de la journée. « C'était très émouvant quand je travaillais et j'ai entendu que les gens commençaient à pleurer. C'était tellement émouvant », a-t-il déclaré.

Il risque aussi sa vie dans son travail. Le Dr Mukwege a échappé de justesse à une attaque en octobre 2012, dans laquelle son garde a été tué. À l'hôpital de Bukavu, il vit sous la protection permanente des gardiens de la paix des Nations unies.

« Depuis 15 ans je suis témoin d'atrocités en masse commises contre les corps des femmes, déclare-t-il. Et je ne peux pas rester les bras croisés parce que notre humanité partagée exige que nous nous aidions les uns les autres. »



AFP/GETTY IMAGES



La Côte d'Ivoire mène la charge contre les médicaments contrefaits

AGENCE FRANCE-PRESSE



Un employé du ministère de la Santé de la Côte d'Ivoire confisque les faux médicaments.

AFP/GETTY IMAGES

Les autorités de Côte d'Ivoire ont saisi près de 400 tonnes de faux médicaments sur une période de deux ans. Le pays combat le fléau des médicaments contrefaits, en particulier à Abidjan, qui est devenue un sanctuaire d'Afrique de l'Ouest pour le crime.

Les médicaments contrefaits conduisent à 100.000 décès par an en Afrique, selon l'Organisation mondiale de la santé.

« Au cours des deux dernières années, 385 tonnes de faux médicaments, représentant une perte financière de 152 millions d'euros [173 millions de dollars] pour l'industrie pharmaceutique, ont été saisies », déclare Able Ekissi, inspecteur du ministère de la Santé.

« En Côte d'Ivoire, 30 à 40 % des médicaments sont achetés dans la rue », déclare Abderrahmane Chakibi de la société pharmaceutique française Sanofi. « Ils ont la réputation

d'être moins chers ; au mieux ils sont inefficaces et au pire ils sont toxiques et causent la mort. »

Ce secteur illicite produit des dizaines de milliards de dollars par an, selon l'estimation du Forum économique mondial. Le forum basé en Suisse déclare que le chiffre a presque triplé en cinq ans.

L'OMS estime qu'un médicament sur 10 dans le monde est contrefait, mais dans certains pays le rapport peut atteindre 7 sur 10.

La Société américaine de médecine tropicale et d'hygiène estimait en 2015 que 122.000 enfants de moins de 5 ans étaient morts à cause de médicaments contre le paludisme de mauvaise qualité en Afrique subsaharienne. Les antipaludéens et les antibiotiques sont les deux médicaments les plus demandés et ceux qui sont les plus probables d'être périmés ou contrefaits.



Les États-Unis doublent leur soutien à LA FORCE DU G5 SAHEL

PERSONNEL D'ADF

Les États-Unis se sont engagés à verser 111 millions de dollars à la Force du G5 sahel pour soutenir la lutte contre l'extrémisme dans la région du Sahel.

Cette force régionale de 5.000 personnes inclut des soldats des états membres du Burkina Faso, du Tchad, du Mali de la Mauritanie et du Niger. La violence extrémiste dans la région a triplé au cours de l'année passée et a provoqué 895 morts, selon un rapport d'octobre 2018 du Centre africain pour les études stratégiques.

« Depuis notre engagement initial de 60 millions de dollars en octobre 2017, l'assistance des États-Unis a presque doublé pour atteindre environ 111 millions de dollars, afin de satisfaire aux besoins et de renforcer les capacités de la Force conjointe du G5 Sahel », déclare Nate Herring, officier des affaires publiques de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, au *Defense Post*.

« Nous soutenons et nous sommes engagés envers cette initiative importante conduite par les Africains alors qu'ils s'efforcent de pacifier et de sécuriser le Sahel », déclare-t-il.

Le Mali a été le plus affecté par les attaques extrémistes depuis que le pays a été en crise en 2012, mais la région est préoccupée par l'émergence de groupes locaux dans les autres pays. L'Union européenne a collecté 474 millions de dollars auprès des états membres et d'autres donateurs en février 2018 pour soutenir les opérations du G5 Sahel, selon un rapport de *Bloomberg News*.

L'armée du Mali participe à une opération de coordination tactique au centre du Mali.

AFP/GETTY IMAGES

Le Kenya adopte des réformes policières

PERSONNEL D'ADF

Le président kényan Uhuru Kenyatta a annoncé des réformes radicales qui vont changer la structure du commandement, les uniformes, le logement et la formation des forces de police du pays.

La nouvelle structure assurera la fusion de la police administrative, qui est une force de sécurité paramilitaire, avec la police kényane pour former une force de police générale, selon le journal *The Standard*. L'inspecteur général adjoint de la police commandera cette force d'un effectif de 64.252. Un nouvel uniforme cérémonial, des institutions de formation dotées d'un nouveau nom et de nouvelles règles d'indemnité de logement seront instaurés. Lors d'une annonce faite en septembre 2018, le président Kenyatta a déclaré que ces réformes

commenceraient immédiatement et se poursuivraient pendant trois ans.

Les réformes visent à rationaliser les forces de police et à les rendre plus réactives et plus respectées par les civils.

« Nous introduisons un modèle policier transformatif qui encourage le professionnalisme, déclare le président Kenyatta. Avec ces changements, nous anticipons que nos policiers effectueront leurs tâches avec courage, honnêteté et détermination. » La police administrative, qui possède une unité de déploiement rapide et une unité de sécurité des frontières, gardera les installations stratégiques du pays, protégera les responsables publics et les autorités, et sécurisera la frontière, selon *The Standard*.

Finalement, déclare le président Kenyatta, une force de police efficace et respectée soutiendra la croissance économique et la prospérité du Kenya.

« Cette décision administrative inspire effectivement la confiance pour les *wananchis* [citoyens ordinaires], les investisseurs et les entrepreneurs pour qu'ils bâtissent une économie forte, qui créera l'abondance et les emplois », déclare-t-il.

Des policiers kényans marchent lors de la célébration de la fête nationale (fête de l'indépendance) à Kisumu.

AFP/GETTY IMAGES



L'Armée de l'air nigériane se renforce et se modernise

PERSONNEL D'ADF

L'Armée de l'air nigériane (NAF) a acquis 30 aéronefs et activés 13 avions immobilisés au cours des trois dernières années pour renforcer et moderniser sa flotte aérienne.

Le maréchal de l'air Sadiq Abubakar, chef d'état-major de l'Armée de l'air, a parlé de ces acquisitions lors de l'inauguration du nouveau quartier général du commandement de la formation aérienne à l'école générale de l'Armée de l'air de Kaduna.

« Je suis très heureux », déclare le maréchal Abubakar dans un discours rapporté par le journal *New Day*. « Au cours des trois dernières années, nous avons pu acquérir 18 aéronefs ; en même temps, le gouvernement fédéral a acheté 12 aéronefs de plus. »

Il déclare que la NAF pense que de nouvelles acquisitions de matériel devraient être effectuées en même temps que les avions existants sont remis en état.

« Le professionnalisme, c'est aussi l'assurance de mettre en service ce que nous avons actuellement ; nous avons donc lancé un programme de rénovation de nos aéronefs immobilisés », déclare-t-il.

Le maréchal Abubakar déclare que les nouvelles installations possèdent des logements pour les principaux officiers d'état-major et un complexe sportif. Leur construction a duré 8 mois et leur inauguration a eu lieu en septembre 2018. Le maréchal Abubakar déclare que la NAF augmente le nombre de personnes qu'elle recrute et qu'elle forme. Ce nombre va passer de 1.000 à 1.500 par an, selon *New Day*.

La NAF, qui inclut la force opérationnelle aérienne de l'opération

Des avions de l'Armée de l'air nigériane défilent pendant une célébration militaire du 58ème anniversaire de l'indépendance du pays. AFP/GETTY IMAGES



Lafiya Dole, a joué un rôle crucial pour renverser la situation avec le groupe extrémiste Boko Haram dans le bassin du lac Tchad. Lors d'un discours introductif au séminaire international de la puissance aérienne de l'Armée de l'air nigériane en novembre 2018, le président du Nigeria Muhammadu Buhari a évoqué l'importance de l'Armée de l'air. Il a félicité ses succès contre l'insurrection et a exhorté l'Armée de l'air à continuer à se moderniser, sans « s'endormir sur ses lauriers ».

« Nous avons privé [Boko Haram] de la capacité d'occuper du terrain et de sa liberté de mouvements pour pouvoir agir à volonté ; aujourd'hui, ils en sont réduits à des attaques fugaces sur des cibles faciles. »

La ministre de la Défense de la RCA espère reconstruire les forces armées

VOICE OF AMERICA

Pendant les quelque six ans de guerre civile, les forces armées de la République centrafricaine (RCA) se sont efforcées de rétablir la paix. La lutte contre les rebelles et les milices a déplacé des centaines de milliers de personnes, et certains civils ont peur de leurs protecteurs à cause des accusations d'abus des droits humains et de préjudice ethnique.

Marie-Noëlle Koyara, ministre de la défense de la RCA, espère changer cela. Elle mène des efforts pour restaurer la réputation des forces armées et la sécurité du pays.

« Nous voulons une armée professionnelle qui sera vraiment au service du peuple », déclare Mme Koyara au service francophone africain de VOA.

Mme Koyara déclare que le pays a engagé diverses réformes : vérification d'antécédents des soldats et formation et déploiement des troupes dans tout le pays. Les chefs militaires prévoient aussi d'établir quatre

garnisons dans des zones clés.

« Pour que la sécurité soit rétablie, il faut que nos forces de sécurité, dont les forces armées centrafricaines font partie, soient reconstruites, parce que nous avons enregistré des hauts et des bas avec cette armée », déclare Mme Koyara.

Une grande partie des efforts de reconstruction des forces armées centrafricaines a été supervisée par la mission des Nations unies en RCA et par l'Union européenne. L'ONU a aidé à examiner les soldats, à créer une base de données biométriques et à reconstruire un camp militaire à Kassai, près de la capitale de Bangui.

L'Union européenne a formé plus de 3.000 membres des forces de sécurité en RCA depuis 2016 et a récemment décidé d'augmenter son financement de la formation dans le pays, rapporte le *Wall Street Journal*.

Les États-Unis déclarent qu'ils se concentrent sur l'amélioration

Marie-Noëlle Koyara, ministre de la Défense de la République centrafricaine
AFP/GETTY IMAGES



de la sécurité alimentaire pour les personnes déplacées de la RCA et sur la fourniture d'opportunités d'emploi permettant aux jeunes d'être moins vulnérables au recrutement par les milices et les extrémistes.

« Nous devons créer un partenariat où la paix est plus profitable que le conflit pour les habitants de la République centrafricaine », déclare Elizabeth Fitzsimmons du département d'État des États-Unis. « C'est notre objectif et nous travaillerons sur plusieurs fronts pour déterminer comment nous pouvons le réaliser. »

Une campagne à la radio sauve des vies au Burkina Faso

REUTERS

Une campagne à la radio au Burkina Faso a conduit à une augmentation importante du nombre d'enfants malades obtenant des soins médicaux, et elle pourrait offrir un moyen très économique de sauver la vie des enfants dans les pays pauvres.

Les scientifiques déclarent qu'une campagne à la radio dans les zones rurales a sauvé environ 3.000 vies en préconisant d'obtenir des soins médicaux pour trois des maladies qui tuent le plus d'enfants de moins de 5 ans : le paludisme, la pneumonie et la diarrhée.

Cette campagne, qui selon les chercheurs utilisait une méthode de « saturation » par émissions radio intensives au cours d'une période prolongée pour promouvoir des changements de comportement dans la population, a été lancée au Burkina Faso entre 2012 et 2015. Elle a été diffusée sur 7 stations dans un rayon d'environ 50 kilomètres, alors que 7 autres stations radio ont servi de contrôle de comparaison et ne l'ont pas diffusée.

Les données habituelles provenant des établissements de soins ont été analysées pour découvrir des preuves de changement dans la recherche du traitement, et des

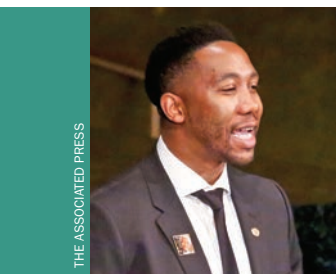
données concernant plus de 1,1 million de consultations et de fournitures de soins ont été évaluées. Les résultats indiquent une augmentation importante des comportements qui sauvent la vie pour les maladies ciblées.

Les taux de diagnostic du paludisme, de la pneumonie et de la diarrhée ont augmenté considérablement pendant toutes les trois années de l'étude, y compris une augmentation de 107 % des diagnostics de diarrhée pendant la troisième année et une augmentation de 56 % des diagnostics de paludisme pendant la première année. Les chercheurs déclarent qu'aucun changement n'a été constaté pour les taux de détection des maladies non couvertes par la campagne radio, telles que la toux ou les rhumes.

« La pneumonie, le paludisme et la diarrhée sont trois des maladies qui tuent le plus d'enfants en Afrique subsaharienne », déclare Simon Cousens, professeur à la London School of Hygiene and Tropical Medicine, qui a codirigé ces travaux. « Cette recherche fournit la preuve que les médias de masse ont un rôle important à jouer pour persuader les parents de rechercher des traitements qui peuvent sauver la vie de leurs enfants. »

Le petit-fils de Nelson Mandela publie un livre sur son grand-père

VOICE OF AMERICA



THE ASSOCIATED PRESS

Toute une génération est née depuis que Nelson Mandela a été libéré d'une prison sud-africaine en 1990, où il avait passé près de trois décennies pour son activisme contre l'apartheid.

Ndaba Mandela veut s'assurer que ces jeunes gens comprennent le rôle et les valeurs de son grand-père

dans sa lutte pour l'égalité raciale et pour essayer d'effacer les divisions en Afrique du Sud après l'apartheid.

« C'est exactement la raison pour laquelle j'ai écrit ce livre », déclare Ndaba Mandela au sujet de *Going to the Mountain* [Voyage vers la montagne]. Dans ces mémoires, son but est de montrer Nelson Mandela « non pas comme cette énorme icône » mais comme un grand-père encourageant. M. Mandela est décédé en 2013 à l'âge de 95 ans.

Le petit-fils de 35 ans dépeint son grand-père comme quelqu'un de courageux et d'intrépide pour atteindre son but de mettre fin au régime de la minorité blanche en Afrique du Sud, mais il déclare qu'il a pris cet engagement à un coût personnel élevé.

« Voici un homme qui a lutté contre le système, qui a sacrifié sa famille, sacrifié sa vie pour le plus grand bien de son peuple », déclare Ndaba Mandela, en évoquant les 27 années de détention de son grand-père.

En 1989, le jeune Ndaba âgé de 7 ans rencontra son grand-père à la prison Victor Verster, d'où le leader serait libéré plusieurs mois plus tard. Lorsqu'il a eu 11 ans, le garçon a emménagé avec Nelson Mandela et son personnel dans une maison du faubourg Houghton de Johannesburg. Il y passera une grande partie des deux prochaines décennies, d'abord sous la garde de son grand-père, puis pour prendre soin de lui.

Zondi, la mère de Ndaba, était déjà gravement malade lorsqu'il apprit qu'elle souffrait du SIDA. Elle est morte des complications de cette maladie en 2003, bien qu'une annonce de presse de la famille ait attribué sa mort à la pneumonie.

Ndaba Mandela écrit que son grand-père avait essayé de faire face à l'épidémie de SIDA du pays en 1991 lorsqu'il avait encouragé l'éducation au sexe sans risque, mais il avait reculé lorsque des accusations selon quoi il « incitait à la promiscuité » avaient menacé ses objectifs politiques. Lorsque le père de Ndaba succombe à la même maladie au début 2005, Nelson Mandela convoque une conférence de presse « pour annoncer que mon fils est mort du SIDA ».

« Il est impossible d'exagérer ce que cela signifiait pour les millions de personnes qui vivent avec la peur de demander de l'aide ou de révéler leur état sérologique, et pour les autres millions de personnes qui les aiment », écrit Ndaba Mandela qui est maintenant un ambassadeur de l'UNAIDS, l'effort des Nations unies pour enrayer la maladie.



La Côte d'Ivoire utilisera les déchets de cacao pour produire de l'énergie

REUTERS

La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, prévoit de construire une usine de production d'électricité à partir de la biomasse, de 60 à 70 mégawatts, fonctionnant avec les déchets de cabosse, dans le cadre de son projet de développement d'une capacité de production d'électricité par biomasse de 424 mégawatts en 2030.

Cette usine, qui permettra à la Côte d'Ivoire de diversifier ses sources de production d'électricité, est l'un des cinq projets ayant reçu des subventions de l'Agence de commerce et de développement des États-Unis.

Parmi les autres, on compte un projet d'hydroélectricité à Kokumbo dans la région centrale du pays.

La centrale électrique à biomasse, première de ce type en Côte d'Ivoire, serait basée dans la région productrice de cacao de Divo au Sud du pays. Les États-Unis ont affecté 1 million de dollars à des études de faisabilité.

Bien que la Côte d'Ivoire produise environ 2 millions de tonnes de cacao par an, des milliers de tonnes de cabosses sont jetées après en avoir retiré les fèves. Elles pourrissent ou sont brûlées après la récolte.

Contrairement à de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la Côte d'Ivoire a un réseau d'alimentation électrique fiable. Elle exporte l'électricité vers ses voisins du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, du Mali et du Togo ; elle prévoit aussi d'étendre son réseau vers le Liberia, la Guinée et la Sierra Leone.

Avec une consommation nationale augmentant d'environ 10 % par an, le gouvernement subit des pressions pour augmenter la production nationale et prévoit d'augmenter la capacité installée de 2.275 mégawatts aujourd'hui à 4.000 mégawatts en 2020.

Des guichets automatiques au Kenya distribuent du lait de chamelle

THOMSON REUTERS FOUNDATION

Halima Sheikh Ali est la fière propriétaire de l'un des rares guichets automatiques de la ville de Wajir au Nord-Est du Kenya. Mais plutôt que de remettre des shillings, il distribue quelque chose qui a meilleur goût : du lait frais de chamelle.

« Pour 100 shillings kényans [1 dollar], vous recevez un litre du lait le plus frais du Comté de Wajir », déclare-t-elle en ouvrant un distributeur automatique faisant la publicité du « lait de chamelle frais, hygiénique et économique » pour vérifier la température du liquide.

L'Afrique de l'Est, qui est l'un des plus grands producteurs mondiaux de chameaux, produit aussi une grande partie du lait de chamelle mondial, presque en totalité consommé dans le pays.

« Le lait de chamelle est la panacée », déclare Noor Abdullahi, responsable de projet pour l'agence d'aide Mercy Corps, basée aux États-Unis. « Il est bon pour le diabète, la pression artérielle et l'indigestion. »

Mais des températures qui s'élèvent en moyenne à 40 degrés Celsius pendant la saison sèche, combinées au risque des conteurs de ramassage sales, signifient que le lait peut tourner en quelques heures. Pour remédier à ce problème, une initiative a été lancée pour fournir à environ 50 femmes de Hadado, village à 80 kilomètres de Wajir, des réfrigérateurs pour refroidir le lait que des chameliers éloignés leur envoient par petit taxi, et une fourgonnette pour le transporter tous les jours à Wajir. Là, une douzaine de vendeuses de lait, y compris Mme Sheikh Ali, le vendent dans quatre distributeurs automatiques de type guichet, après avoir reçu une formation sur les aptitudes de gestion telles que la comptabilité.

« L'offre et la demande [de lait] existent ici, déclare M. Abdullahi. Il nous suffit de faciliter le transport du lait d'un point à un autre. »

Asha Abdi, vendeuse de lait à Hadado qui utilise l'un des réfrigérateurs avec 11 autres femmes, déclare qu'elle devait auparavant faire bouillir le lait de chamelle, avec du feu de bois qui coûtait cher, pour l'empêcher de tourner. Maintenant, Mme Abdi et les autres femmes de son groupe envoient environ 500 litres de lait frais à Wajir chaque jour, voyage qui prend un peu plus d'une heure par fourgonnette. Elles réinvestissent les bénéfices dans d'autres entreprises.



DES VOITURES VOLKSWAGEN VONT ÊTRE CONSTRUITES DANS UNE USINE DU RWANDA

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Le Rwanda a commencé à produire localement des voitures construites dans la nouvelle usine de Volkswagen, dans la capitale de Kigali.

La Polo est le premier modèle fabriqué au site et le constructeur allemand prévoit d'atteindre une production annuelle de 5.000 voitures dans une première phase, en y construisant aussi ses modèles Passat, Tiguan, Amarok et Teramont.

Volkswagen, le plus grand constructeur automobile du monde, a investi 20 millions de dollars au Rwanda et prévoit de créer jusqu'à 1.000 emplois. La société projette de vendre des véhicules et de les utiliser dans un système de partage de voiture semblable à Uber, qui permettra aux gens de réserver des trajets avec un smartphone.

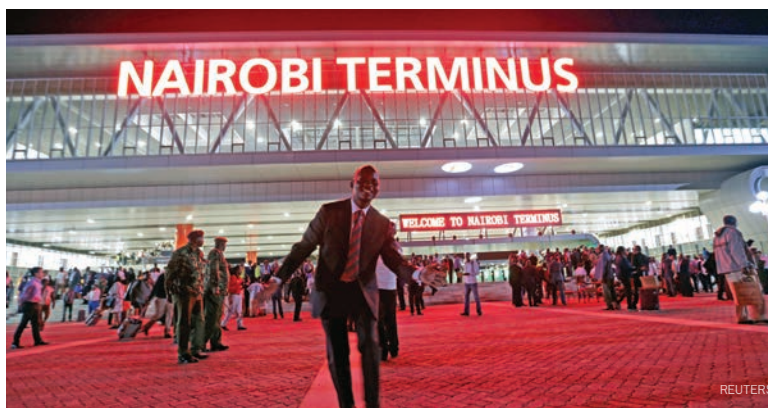
Peu de gens sont propriétaires de voiture au Rwanda. Ce pays de 12 millions d'habitants a licencié un peu moins de 200.000 voitures privées, selon l'agence des impôts du pays.

La société allemande enregistre une croissance en Afrique subsaharienne. Elle a ouvert une usine au Kenya en 2016.



Le président rwandais Paul Kagame, deuxième à partir de la gauche, rejoint les responsables de Volkswagen dans la nouvelle usine de Kigali.

AFP/GETTY IMAGES



L'Afrique de l'Est continue à construire son réseau ferroviaire et routier

VOICE OF AMERICA

Les leaders d'Afrique de l'Est ont convenu de construire un réseau ferroviaire et routier pour améliorer les déplacements régionaux, le commerce et la sécurité.

Lors de leur 14ème réunion sur ce projet à la mi-2018, les représentants de 8 pays ont donné au Kenya le feu vert pour poursuivre la construction de ses chemins de fer à écartement normal vers la frontière de l'Ouganda. Le Kenya termine la deuxième phase de la voie ferrée entre Nairobi et Naivasha.

Le président kényan Uhuru Kenyatta a déclaré à ses homologues qu'un plan existait pour prolonger la voie.

L'Ouganda et le Rwanda prévoient aussi de prolonger les connexions ferroviaires vers les autres pays lorsque le Kenya aura construit sa portion.

La réunion a aussi inclus des plans pour établir un seul territoire de douane et réduire le nombre de ponts bascules et de postes de contrôle de police, afin d'accélérer les livraisons dans les pays sans littoral tels que le Burundi, le Rwanda, le Soudan du Sud et l'Ouganda.

Après la découverte du pétrole au Kenya et en Ouganda, les leaders ont convenu de réaliser conjointement un modèle de raffinerie pour faciliter l'exportation pétrolière.

Le réseau du corridor Sud qui connecte la Tanzanie au Burundi, au Rwanda et à l'Ouganda est aussi en cours de construction. Les pays de la région se concentrent sur 16 projets d'infrastructure au moins, dans le but de transformer le caractère social et économique de la région.



REUTERS

LE NIGERIA CONSTRUIT LA PLUS GRANDE RAFFINERIE DU MONDE

REUTERS

Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, a mis au point un financement de plus de 4,5 milliards de dollars pour son projet de raffinerie de pétrole au Nigeria et prévoit de commencer la production au début 2020.

M. Dangote, qui a fait fortune dans l'industrie du ciment, construit la plus grande raffinerie de pétrole du monde avec une capacité de 650.000 barils par jour pour aider à réduire la dépendance

du pétrole importé au Nigeria. Bien qu'il soit exportateur de pétrole brut, le Nigeria importe la majorité de son pétrole à cause du manque de capacité nationale de raffinage.

Les bailleurs s'engageront à prêter 3,15 milliards de dollars et la division du secteur privé de la Banque mondiale fournira 150 millions de dollars, déclare M. Dangote. Il investit lui-même plus de 60 % avec son propre capital.

« Nous finirons par dépenser

entre 12 et 14 milliards de dollars, déclare M. Dangote. Le financement se fera par des capitaux, des prêts de banques commerciales, des agences de crédit à l'exportation et des banques de développement. » Il déclare qu'il espère terminer la construction en 2019, avec les premiers produits raffinés disponibles au cours du premier trimestre 2020.

Le financement inclut la Banque centrale du Nigeria, la Banque africaine de développement et d'autres banques commerciales internationales.

Il est anticipé que ce projet de raffinerie et d'usine pétrochimique équivaldra à la moitié des avoirs tentaculaires de M. Dangote lorsqu'il sera achevé. M. Dangote déclare qu'il cherche à acquérir d'autres champs de pétrole puisqu'il va se concentrer sur le secteur pétrolier pour approvisionner sa raffinerie.



La raffinerie de pétrole Dangote est en cours de construction.
REUTERS

L'Afrique de l'Ouest s'efforce de partager son électricité

BANQUE MONDIALE

14 pays d'Afrique de l'Ouest et 27 services d'électricité nationaux s'efforcent de développer un marché énergétique régional intégré.

Le système d'échanges d'énergie électrique d'Afrique de l'Ouest effectue les interconnexions physiques pour transmettre l'électricité au-delà des frontières. Environ 7 % de l'électricité de la région est échangé parmi les 10 pays qui sont déjà connectés. Il est anticipé que, au début des années vingt, les liens transfrontaliers les plus critiques seront en place, ce qui permettra à l'électricité d'être transmise à travers l'Afrique de l'Ouest, depuis les pays possédant des ressources énergétiques plus économiques, plus propres et plus abondantes, vers ceux qui n'en possèdent pas.

L'accès à l'électricité en Afrique de



AFP/GETTY IMAGES

l'Ouest est de 52 %, avec des pannes durant jusqu'à 80 heures par mois. Le coût de l'électricité y reste l'un des plus élevés au monde à 25 cents le kilowattheure, soit plus de deux fois la moyenne mondiale.

La demande en Afrique de l'Ouest est souvent trop faible pour attirer des investissements dans les gros projets qui bénéficient des économies d'échelle. Au lieu de cela, ces pays possèdent des centrales électriques au mazout, petites et peu

économiques. Le manque de planification a conduit à l'utilisation de centrales louées en urgence, ce qui augmente encore plus les coûts.

Le système d'échanges inclut le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

La Banque mondiale estime qu'un marché de l'énergie Ouest africain fournira des avantages économiques de 5 à 8 milliards de dollars par an. Le système énergétique deviendra aussi plus résilient en équilibrant les pénuries énergétiques non anticipées. Le marché important créé par l'intégration de ces 14 pays attirera davantage d'investissements du secteur privé dans la production d'électricité.

« Respectez votre parole d'honneur »

Les règles de la charte du Manden résonnent aujourd'hui

PERSONNEL D'ADF

Lorsque le guerrier Soundiata Keïta apprit que sa tribu natale avait été conquise par un roi voisin, il partit en guerre, en empruntant une armée et formant une coalition de royaumes voisins dans ce qu'on appelle aujourd'hui le Mali. Il annihila les forces de son ennemi en unifiant ce qui devint l'empire du Mali.

Il ne faisait que commencer. Vers 1235, il réunit un groupe de sages, y compris le roi qu'il avait vaincu. Avec eux, il composa la charte de Kouroukan Fougá, ou charte du Manden, l'une des premières constitutions de l'histoire humaine. Un expert l'appela les « déclarations des droits de l'homme ».

Les historiens pensent que, parmi les constitutions et les articles de droits connus, seule la Magna Carta la précède, d'environ 20 ans. La charte du Manden a établi les clans de la tribu mandingue sous un gouvernement unique, a expliqué comment il fonctionnerait et a promulgué des lois régissant la conduite des gens.

La charte n'était pas écrite. Elle a plutôt été transmise d'une génération à l'autre par les griots, conteurs chevronnés qui ont été responsables pour recueillir et conter une grande partie de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest.

À beaucoup d'égards, la charte est étonnamment moderne. Elle parle de la paix, du caractère sacré de la vie humaine, du droit à l'éducation, des droits des femmes, de l'aide aux pauvres et du droit à la nourriture. Certaines règles de la charte sont aussi fraîches que si elles avaient été écrites hier :

L'éducation des enfants est la responsabilité de toute la société. L'autorité paternelle appartient donc à tous.

N'offensez jamais les femmes ; elles sont nos mères.

La vanité est le signe de la faiblesse et l'humilité est le signe de la noblesse.

Ne vous trahissez jamais les uns les autres. Respectez votre parole d'honneur.

La charte a divisé le nouvel empire en 26 clans. Certains étaient chargés des questions concernant le droit islamique. D'autres étaient chargés de défendre et de diriger l'empire. Certains ont reçu des monopoles pour des activités particulières, telles que la fusion ou la menuiserie. Quatre clans étaient chargés de documenter l'histoire de l'empire par des chansons.

Certaines règles concernent des pratiques et des coutumes qui ne sont pas pertinentes pour une société moderne. Par exemple :

Ne maltraitez pas les esclaves. Vous devez leur permettre de se reposer un jour par semaine et de finir leur journée de travail à une heure raisonnable. Vous êtes le maître de vos esclaves mais pas celui des sacs qu'ils transportent.

Les mensonges qui ont duré pendant 40 ans devraient être considérés comme des vérités.

Mais d'autres principes ont résisté à l'épreuve du temps :

Nous devrions aider les gens dans le besoin.

Vous pouvez tuer l'ennemi mais vous ne devez pas l'humilier.

L'un des articles définit le *sinankunya*, type particulier de comportement amical dans certaines relations, telles que celle entre un homme et sa belle-mère. Ce comportement inclut des plaisanteries et des insultes qui sont conçues comme des signes d'un rapport affectueux.

En 1998, les historiens de Guinée ont commencé à reconstruire la charte dans le but de la publier et de la préserver. Des lettrés ont transcrit et traduit les lois et les règles préservées dans différentes régions de ce qui était l'empire. Même sans les griots, la charte restera historique.



Un griot joue du tambour lors d'une cérémonie de mariage maure en Mauritanie. REUTERS



INDICES

- 1 Cette réserve de 19,5 hectares est une forêt de palmiers qui est restée essentiellement inchangée depuis les temps préhistoriques.
- 2 La région possède le plus grand nombre de cocotiers de mer du monde, qui produisent les plus grosses graines du règne végétal.
- 3 Cette zone montre à quoi ressemblaient les tropiques avant l'évolution des plantes plus avancées.
- 4 Le major-général britannique Charles George Gordon pensait que cette région était le jardin d'Eden original.

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.



SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com.
Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany



RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com